



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



AFRITAC de l'Ouest

Centre Régional d'Assistance Technique pour l'Afrique de l'Ouest

AFRITAC de l'Ouest

Immeuble BCEAO, 9^{ème} étage

Angle Boulevard Botreau Roussel et Avenue Abdoulaye Fadiga

Abidjan, République de Côte d'Ivoire

Tél. : (225) 20 20 89 87	Télécopie : (225) 20 20 89 60
--------------------------	-------------------------------

Vingt-cinquième réunion du Comité d'orientation

Abidjan, le 30 avril 2015

Exécution du programme d'activité de l'exercice 2015

(mai 2014-avril 2015)

Situation à fin avril 2015

TABLE DES MATIERES

Introduction et vue d'ensemble.....	4
I. Administration douanière	22
A. Les principaux axes de l'assistance technique	22
B. Activités réalisées et résultats	22
II. Administration fiscale	26
A. Principaux axes de l'assistance technique	26
B. Activités réalisées et résultats	26
III. Gestion des dépenses publiques.....	33
A. Les principaux axes de l'assistance technique	33
B. Activités réalisées et résultats	33
IV. Statistiques macroéconomiques.....	40
IV.1. Statistiques de finances publiques	40
A. Principaux axes de l'assistance technique	40
B. Activités réalisées et résultats	40
IV.2. Statistiques du secteur réel.....	43
A. Principaux axes de l'assistance technique	43
B. Activités réalisées et résultats obtenus	43
V. Gestion de la dette publique.....	48
A. Les principaux axes de l'assistance technique	48
B. Activités réalisées et résultats	48
VI. Supervision et restructuration bancaires	51
A. Les principaux axes de l'assistance technique	51
B. Activités réalisées et résultats	51
VII. Analyse et prévisions macroéconomiques	56
A. Les principaux axes de l'assistance technique	56
B. Activités réalisées et résultats	56

INTRODUCTION ET VUE D'ENSEMBLE

Le présent rapport fournit le bilan de l'exécution du programme de travail de l'AFRITAC de l'Ouest (AFW) sur l'exercice 2015 (AF 2015) du Fonds monétaire international (FMI) (1^{er} mai 2014-30 avril 2015). Le programme de travail initial a été adopté au cours de la vingt-troisième réunion du Comité d'orientation (CO) organisée à Abidjan le 30 avril 2014. Il a été révisé et approuvé à Cotonou le 17 novembre 2014 lors de la vingt-quatrième réunion du CO.

Contexte

Pour mémoire, le programme est établi en étroite collaboration avec les services centraux du FMI sur la base des besoins exprimés par les États membres de l'AFRITAC de l'Ouest et des priorités de réformes appuyées par le FMI et les autres partenaires. Les activités de l'AFRITAC de l'Ouest sont ainsi intégrées dans le cadre général de renforcement des capacités mis à la disposition des États membres par le FMI pour appuyer ces réformes. Elles sont par ailleurs coordonnées et parfois menées conjointement avec les autres partenaires techniques impliqués dans la mise en œuvre des réformes.

Le centre est issu de l'initiative AFRITAC, regroupant cinq centres régionaux d'assistance technique en Afrique subsaharienne. Cette initiative est née en 2002 de la demande formulée par les décideurs politiques africains réunis au sein du NEPAD à l'endroit du FMI pour les aider à renforcer les capacités institutionnelles et humaines de leurs États dans la conception et la mise en place de politiques économiques à même d'accélérer la croissance économique et de juguler la pauvreté. Lancé en 2003, AFRITAC de l'Ouest est basé à Abidjan depuis 2012. Il intervient dans les domaines de compétence du FMI : administrations douanière et fiscale, gestion des dépenses publiques, statistiques macroéconomiques et financières, gestion de la dette publique, supervision et restructuration bancaires, analyse et prévision macroéconomiques.

Les objectifs poursuivis dans le programme de travail du centre et le choix, la répartition et le volume des activités proposées par pays/organisations régionales et par domaine s'inscrivent dans les orientations stratégiques de moyen-terme du centre, conformément au document programme adopté en appui de son troisième cycle de financement (2009-2014) et à la note approuvée de prolongation du troisième cycle de financement (2014-2017). Ces orientations stratégiques sont résumées dans le tableau 1 ci-après :

Tableau 1. Cadre stratégique 2014-2017

AFRITAC de l'Ouest - Cadre Stratégique 2014-2017													
renforcer les capacités de gestion macroéconomique et financière des Etats et l'intégration régionale afin d'accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté													
Domaines	Objectifs	Pays											
		BEN	BFA	CIV	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	UEMOA	BCEAO
Administration douanière	Modernisation de la législation douanière												
	Simplification des procédures et rationalisation des contrôles												
	Promotion de l'intégration régionale par la facilitation des échanges												
	Modernisation de la gestion des Ressources Humaines												
Administration fiscale	Augmentation des recettes issues de la fiscalité intérieure												
	Renforcement des capacités des services dédiés aux moyennes entreprises (DME)												
	Amélioration de la sélectivité des contrôles fiscaux et du recouvrement des arriérés												
	Simplification et modernisation des procédures fiscales												
Gestion des dépenses publiques	Réformes des cadres juridiques relatifs à la gestion des finances publiques												
	Adoption de la logique de résultats dans la préparation et l'exécution du budget												
	Renforcement de la comptabilité publique des Etats												
	Promotion des bonnes pratiques budgétaires et comptables												
Statistiques de finances publiques	Mise en conformité des statistiques de finances publiques aux normes du manuel MSFP 2001 (et de la directive TOFE 2009 pour les pays de l'UEMOA)												
	Diffusion régulière des données au FMI pour publication GFS												
Statistiques du secteur réel	Mise en conformité des comptes nationaux et des autres statistiques aux recommandations du Système Général de Diffusion des Données (ou de la Norme Spéciale de Diffusion des Données pour les Etats les plus avancés)												
	Mise en place des comptes nationaux trimestriels												
	Diffusion régulière des données au FMI pour publication IFS												
Gestion de la dette publique et dev. des marchés financiers	Renforcement du cadre légal, institutionnel et organisationnel de gestion de la dette												
	Renforcement des capacités d'analyse et de formulation des SDMT												
	Elaboration et mise en place de plans annuels d'emprunt												
	Développement du marché sous-régional de la dette												
Supervision et restructurations bancaires	Renforcement de l'efficacité de la supervision bancaire												
	Optimisation des interventions des Etats dans le secteur bancaire												
Analyses et prévisions macroéconomiques	Mise à niveau des dispositifs institutionnels												
	Amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision des recettes fiscales												
	Amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs externes ou d'impacts de politique économique												
	Renforcement des capacités, identification et partage des bonnes pratiques régionales et internationales												

Principales caractéristiques du programme de travail de l'AF 2015

Le volume d'assistance technique (AT) prévu initialement pour l'AF 2015 était de 518 semaines-personnes, en baisse de 11% par rapport au volume programmé en AF 2014. L'activité du centre était orientée sur la poursuite des projets engagés et le renforcement du volet régional. Le programme de travail initial était caractérisé par les points suivants :

- Une hausse de 8% en volume comparativement à l'AT effectivement dispensé en AF 2014 ;
- Une baisse de l'ordre de 11% par rapport à la programmation de l'AF 2014 ;
- Une forte réduction du recours à l'expertise de court terme (-23%) ;
- Le report du lancement d'un nouveau domaine d'intervention, l'analyse et la prévision macroéconomiques ;
- La prise en charge d'une part plus importante de l'activité par le département MCM du FMI dans le domaine de la supervision bancaire ;
- La suspension du financement des missions diagnostiques du siège du FMI;
- La limitation des ateliers régionaux à quatre domaines.
- La mise en réserve de nombreuses activités.

La révision du programme de travail à mi-année

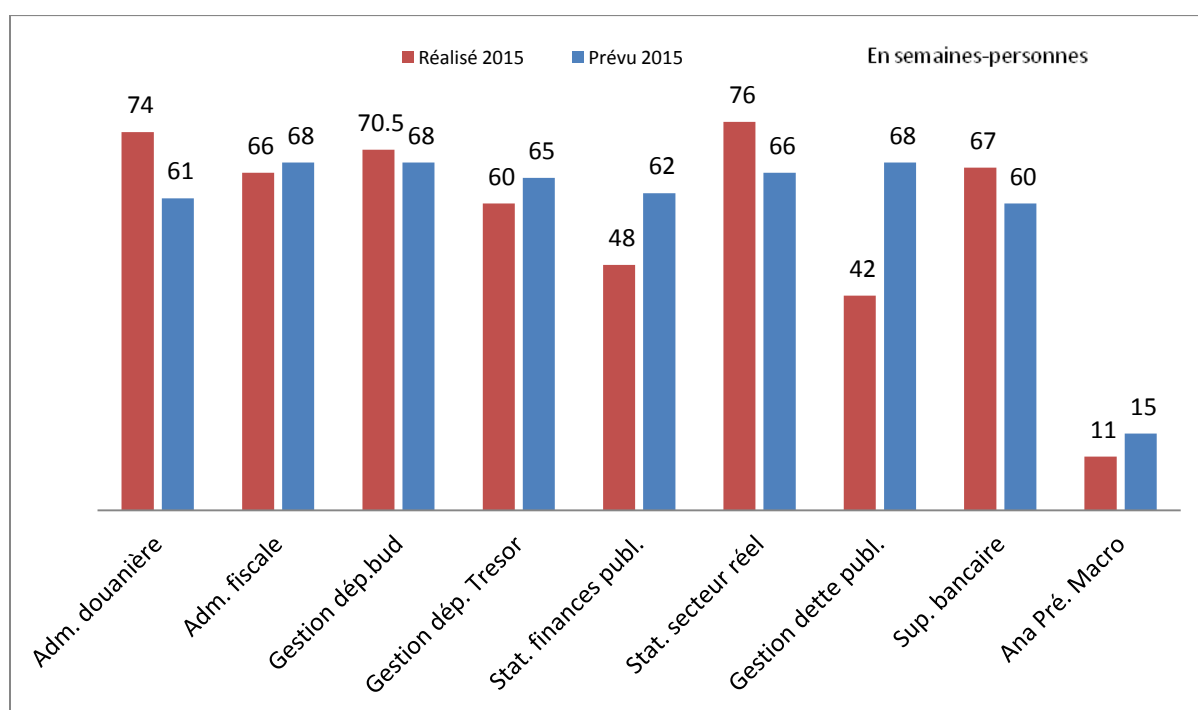
Avec la confirmation du déboursement de la contribution financière de l'Union européenne, le programme de travail a été réajusté à la hausse passant de 518 à 564 semaines, soit une hausse de 9% (Tableau 2). Plusieurs activités mises en réserve ont été réactivées en intégrant des nouvelles priorités exprimées par les pays-membres et par les organisations régionales, en particulier dans le domaine de la supervision bancaire (BCEAO) et de la gestion de la dette (Agence UMOA titres). En outre, le recrutement du conseiller en analyse et prévision macroéconomiques qui avait été gelé depuis la fin 2013 a été finalisé et des missions d'évaluation des besoins dans ce domaine dans les pays-membres programmées à partir du 1er janvier 2015. Enfin, trois nouveaux séminaires ou ateliers ont été programmés, dans les domaines de l'administration douanière, de la gestion des dépenses publiques, et des statistiques du secteur réel.

Exécution du programme de travail au 30 avril 2015.

L'exercice financier 2015 voit une hausse substantielle de l'activité du centre. Il aura dispensé 514.5 semaines d'assistance technique (AT) au cours de l'exercice 2015, en hausse de 8% par rapport à l'exécution de l'exercice précédent (478 semaines). Le taux d'exécution sur l'année s'élève à 99% par rapport à la programmation initiale, contre 42 % à fin octobre 2014, reflétant l'accélération des activités au deuxième semestre. La programmation du deuxième semestre révisée à la hausse, et en particulier la relance des activités en gestion de

la dette publique avec l'arrivée du conseiller en novembre 2014 et le démarrage du nouveau conseiller en analyse et prévision macroéconomiques à partir de janvier 2015 ont contribué à ce résultat. Le programme révisé a été exécuté à 91% (Tableau 2). L'écart modeste s'explique notamment par (1) la situation sanitaire en Guinée qui n'a pas permis la reprise escomptée du programme d'assistance technique (22 semaines dans le programme révisé contre 9 réalisées)¹ ; néanmoins deux missions, dont une à distance et l'autre à Abidjan ont pu être effectuées¹ ; (5) le manque de disponibilité des autorités de certains pays notamment en gestion budgétaire et en statistiques de finances publiques. Hormis les domaines de la gestion de la dette publique et des statistiques de finances publiques, pour lesquels le retard observé au premier semestre a été en partie comblé, l'exécution par rapport à la programmation initiale est satisfaisante (graphique 1). A noter que les retards temporaires dans le programme d'assistance technique au Burkina-Faso dus à la transition politique ont été entièrement rattrapés.

Graphique 1. Exécution du programme de travail par domaine d'activité
(Situation au 30 avril 2015)



¹ Le centre a aussi hébergé dans ses locaux à Abidjan des délégations guinéennes en mars et avril 2015 qui ont participé aux travaux de deux missions du département des Marchés monétaires et de capitaux sur la stratégie de la dette à moyen terme et sur la recapitalisation de la banque centrale. Une mission de la Guinée en statistiques du secteur réel s'est également déroulée à Abidjan en mars 2015 sur la finalisation des comptes des secteurs institutionnels 2006-2011

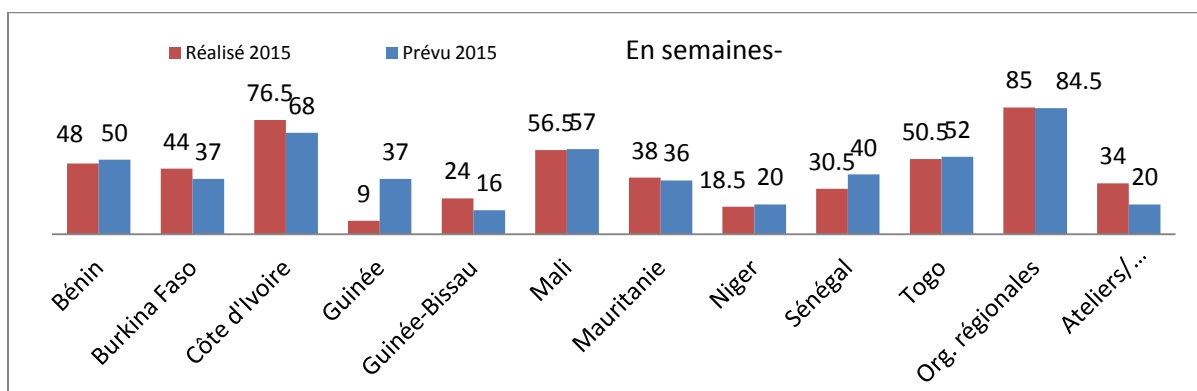
Tableau 2. Exécution du programme de travail AF 2015, par domaine
(Situation au 30 avril 2015)
En semaines-personnes

Pays et organisations couverts	Programmées pour fin avril 2015				Révisées fin octobre 2014		Utilisées fin avril 2015					Utilisées fin avril 2014	
	Conseiller résident		Expert CT, Missions Siège	Total FW	Total AFW	Variation	Conseiller résident		Expert CT, Missions Siège	Total AFW	Taux d'exécution	Total AFW	Taux d'exécution
	Abidjan	Site					Abidjan	Site					
Administration douanière	15	24	22	61	80	31%	20	22	32	74	121%	69	101%
Administration fiscale	22	24	22	68	79	16%	15	23	28	66	97%	32	44%
Gestion des dépenses-budget	25	18	25	68	81	19%	20.5	18	32	70.5	104%	87	93%
Gestion des dépenses-Trésor	18	23	24	65	75	15%	18	18	24	60	92%	43	68%
Statistiques de finances publiques	17	26	19	62	49	-21%	19	18	11	48	77%	43	67%
Statistiques du secteur réel	23	20	23	66	70	6%	26	23	27	76	115%	64	93%
Gestion de la dette publique	22	22	24	68	42	-38%	13	14	15	42	62%	72	89%
Supervision bancaire	24	22	14	60	73	22%	16	27	24	67*	112%	68	99%
Analyse et prévision macro					15		4.5	6.5	0	11			
TOTAL	166	179	173	518	564	9%	152	169.5	193	514.5	99%	478	82%

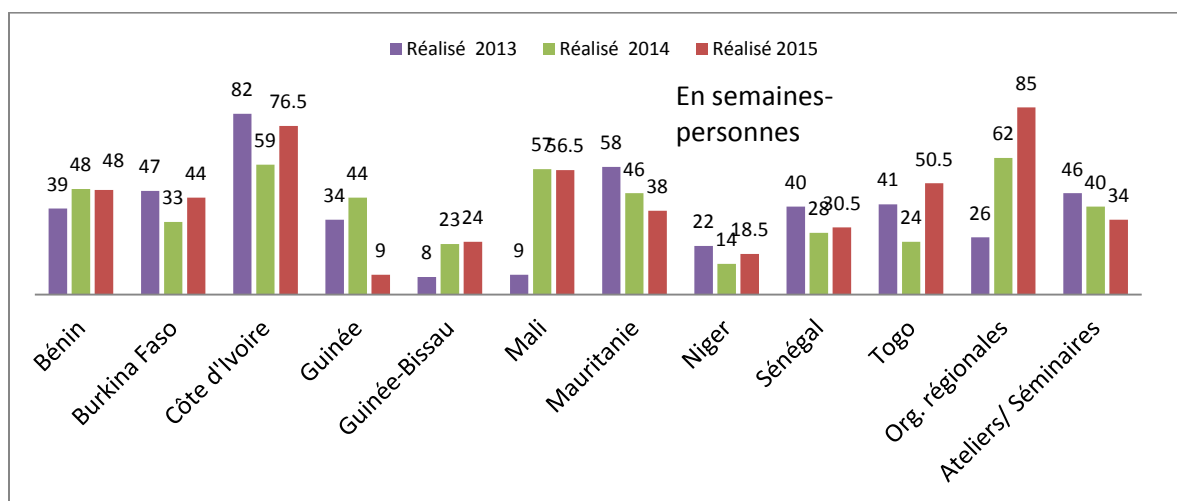
* y compris les missions prises en charge par MCM

Situation par pays/bénéficiaire de l'assistance technique. Hormis deux pays, la Guinée (pour cause de maladie à virus Ebola), et le Sénégal, les volumes d'assistance technique programmés par pays ont été grosso-modo réalisés, voir dépassés (Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Burkina Faso, Mauritanie, Mali). Au total, les institutions régionales ont été les principaux bénéficiaires de l'expansion de l'assistance technique délivrée par le centre en AF 2015. La Côte d'Ivoire et le Mali restent en tête des pays utilisateurs, alors que la Guinée, la Guinée-Bissau et le Niger sont en queue de peloton.

Graphique 2. Exécution du programme de travail par pays et bénéficiaires
(Situation au 30 avril 2015)



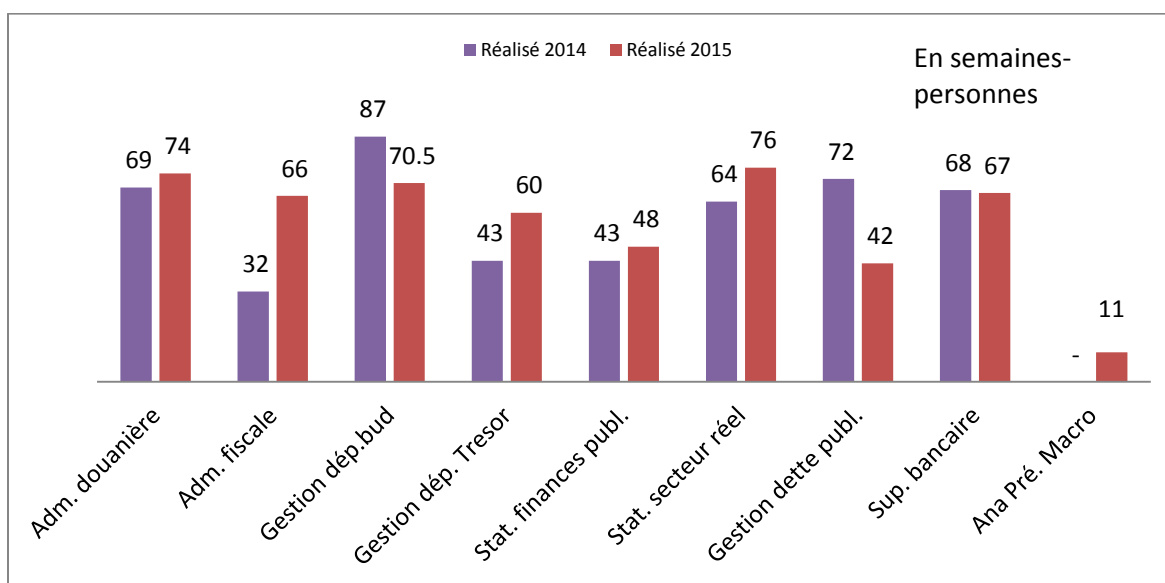
Graphique 3. Exécution du programme de travail par pays
(Situation au 30 avril 2015)



Autres points marquants

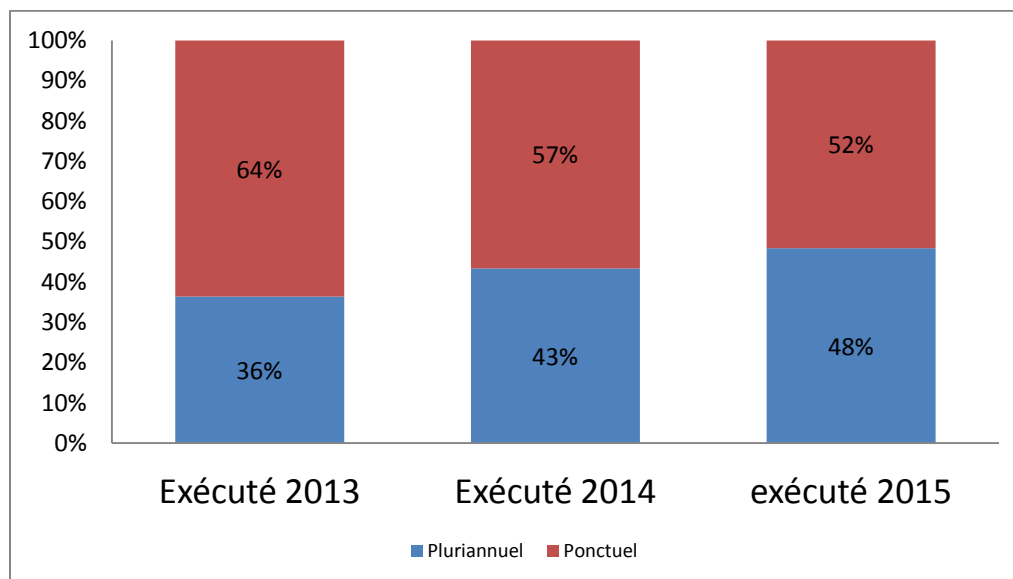
- En termes de distribution par domaine, hormis la dette publique et le nouveau domaine (l'analyse et la prévision macroéconomiques), on observe un certain rééquilibrage en 2015 de l'activité, la plupart des domaines se situant autour de 70 semaines d'assistance technique.

Graphique 4. Exécution du programme de travail par domaine
(Situation au 30 avril 2015)

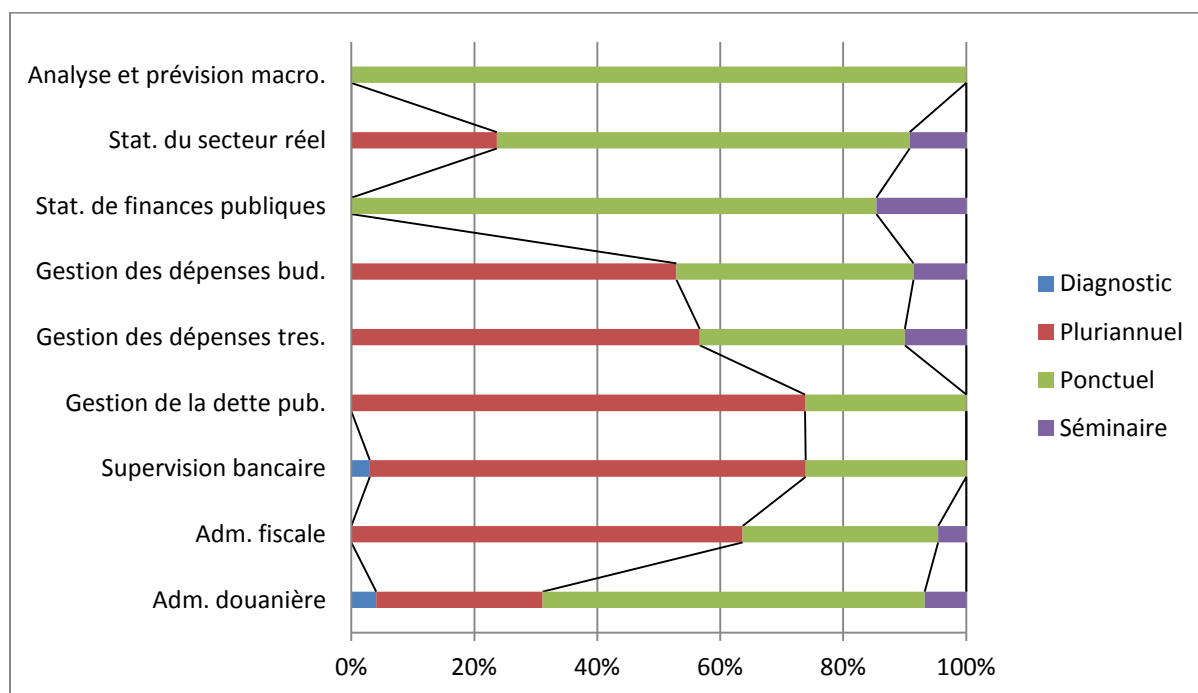


- Conformément aux orientations stratégiques du centre et aux recommandations de l'évaluation externe de 2013, la proportion des projets pluriannuels dans l'ensemble de l'assistance technique a encore augmenté en AF 2015, atteignant 48% (graphique 5). La proportion de ces projets est particulièrement forte en administration fiscale, comptabilité publique, gestion de la dette, et supervision bancaire (graphique 6).

Graphique 5. Part des projets pluriannuels dans l'assistance technique AF2014-2015



Graphique 6. Types de missions par domaine AF2014-2015



- En termes de formation et du développement des capacités, le Centre a organisé six séminaires régionaux sur les sept prévus dans le programme de travail révisé (Tableau 3). Seule la deuxième réunion du groupe de travail régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales des entreprises qui avait été lancé en septembre 2014 à Abidjan a du être reportée, en raison de l'indisponibilité des experts sollicités sur

le contrôle des banques et des compagnies d'assurance. Cette réunion aura lieu à Nouakchott en juin 2015. Au total, 265 participants auront été formés lors de ces séminaires.

Tableau 3. Liste des séminaires et ateliers régionaux en AF 2015

Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaire
Statistiques du secteur réel	Elaboration des documents méthodologiques des Comptes Nationaux et préparation au passage au SCN2008	Lomé/ Togo	16-20 juin 2014	INSEE
Statistiques de finances publiques	La mise aux normes régionales et internationales des SFP	Dakar/ Sénégal	8-12 septembre 2014	Commission de l'UEMOA
Administration fiscale	Première réunion du « Groupe de travail régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales des entreprises »	Abidjan/ Côte d'Ivoire	22-26 septembre 2014	
Gestion des dépenses publiques	Passage à la comptabilité en droits constatés et patrimoniale	Cotonou/ Bénin	10-14 novembre 2014	Commission de l'UEMOA
Statistiques du secteur réel	Formation sur les comptes nationaux trimestriels	Bamako/ Mali	19-23 janvier 2015	INSEE AFRISTAT AFC
Gestion des dépenses publiques	La nomenclature budgétaire	Ouagadougou / Burkina Faso	16-20 février 2015	Commission de l'UEMOA
Administration douanière	La gestion du risque	Cotonou/ Bénin	23-27 février 2015	

Les résultats obtenus au cours de l'exercice 2014-2015

Le suivi des jalons prévus de l'exercice 2015.

Avec la mise en place d'une gestion axée sur les résultats, le centre a introduit en 2013 un suivi annuel de jalons directement reliés aux missions d'assistance technique, notamment dans le cadre des projets pluriannuels. Ces jalons représentent généralement une étape remarquable dans la mise en œuvre d'une réforme appuyée par l'assistance technique du centre². Des jalons sont fixés par domaine et par pays en fin d'exercice financier pour l'exercice suivant en fonction des programmes d'assistance technique en cours. Un ensemble de 151 jalons avait été établi en début d'exercice 2015, contre 203 pour l'exercice précédent (voir la liste de ces jalons et les résultats atteints en annexe 3, ces jalons figurent également dans les cadres logiques sectoriels). La synthèse de ces résultats qui figure dans le tableau 4 indique qu'un peu moins de la moitié ont été atteints. Si on ajoute les résultats partiellement atteints (pondérés à 50 %), la proportion s'établit à 62%.

Tous les domaines réalisent des taux supérieurs à 50% à l'exception de la dette. La performance est sensiblement plus élevée que pour l'exercice 2014 (le taux pondéré de résultats atteignait 52%). Ce résultat s'explique en partie par l'accroissement de la proportion des ressources allouées aux projets pluriannuels qui font l'objet d'une meilleure planification et d'un meilleur suivi ; l'expérience accumulée du centre rend plus réaliste la fixation des jalons.

Les résultats sont particulièrement positifs dans les domaines de la gestion des dépenses publiques, de l'administration douanière et des statistiques macroéconomiques. Ces domaines (les dépenses publiques en particulier) ont enregistré de nouveaux programmes pluriannuels.

² Les résultats sont plus difficilement mesurables dans le cadre des activités de formation, car il n'y a pas de mesure évidente de développement des capacités des administrations bénéficiaires. Dans ce cas, les jalons représentent simplement la réalisation des actions de formation elles-mêmes. Sur les 151 jalons, 11 représentaient de telles réalisations

Tableau 4. Statut des jalons de l'exercice AF 2015 par domaine

Domaines	Prévu	Atteint	Partielle- ment atteint	Reporté à AF2016	Annulé	% de résultats pondérés ³
Administration douanière	17	10	4	1	2	71%
Administration fiscale	28	15	0	9	4	54%
Gestion des dépenses publiques-Budget	34	21	12	1	0	79%
Gestion des dépenses publiques-Trésor	9	6	2	0	1	78%
Statistiques des finances publiques	10	8	0	2	0	80%
Statistiques du secteur réel	15	5	6	4	0	53%
Gestion de la dette publique	26	7	6	13	0	38%
Supervision bancaire	12	4	6	1	1	58%
TOTAL	151	76	36	31	8	62%

³ Voir encadré 1

Encadré 1. Rappel sur l'élaboration d'un tableau de suivi des jalons (ou étapes remarquables) : pondération des résultats

Dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion axée sur les résultats (GAR), le centre établit en début d'exercice financier une série de résultats-cibles (jalons, étapes intermédiaires ou remarquables) au sein des pays et institutions bénéficiaires au cours de l'année à venir. Ceux-ci sont soumis à l'accord préalable des bénéficiaires, notamment pour les PPAT. Ils sont présentés dans les termes de référence et comptes rendus de mission envoyés aux autorités ainsi que dans les cadres logiques du centre. A l'issue de l'exercice, un bilan est dressé et les résultats sont classés dans les catégories suivantes :

- **atteint** (résultats conformes aux attentes),
- **partiellement atteint** (la réforme progresse dans la bonne direction mais les résultats sont en-deçà des attentes),
- **reporté** (la réforme est au point mort par exemple pour cause d'un changement de priorités des autorités) ou
- **annulé** (les attentes ne sont plus conformes à la réalité du terrain parce que par exemple la réforme est abandonnée ou certains pans sont devenus obsolètes).

Afin de transformer ces informations qualitatives en indicateurs quantitatifs, ces données font ensuite l'objet d'une pondération : 1 pour les résultats « atteints », 0,5 pour les « partiellement atteints » et 0 pour les autres catégories. Les données sont ensuite agrégées par pays et par domaine. Ils s'interprètent relativement aux jalons prévus pour l'année en cours (nombre de jalons partiellement et entièrement atteints sur nombre de jalons prévus). Des plages couleurs sont utilisées pour faciliter la visualisation des progrès

La présentation par pays montre que tous les pays à l'exception de la Guinée et de la Guinée-Bissau réalisent des taux de réalisation pondérés supérieurs à 50 % (Tableau 5). Dans le cas de la Guinée, le résultat s'explique par la faible réalisation du programme d'assistance technique. Le classement des pays par résultats est sensiblement identique à celui de l'exercice 2014, le Burkina Faso, le Bénin et la Côte d'Ivoire se situant parmi les pays en tête. Les projets d'assistance technique aux institutions régionales ont des résultats encourageants. Après un certain retard au démarrage du projet, le renforcement de la supervision bancaire à la BCEAO à travers la transposition des normes internationales dites Bâle 2 et 3 prend son rythme de croisière grâce à la mobilisation de nouvelles ressources à la banque centrale; le soutien à l'agence UMOA-Titres commence à produire des résultats significatifs. On notera enfin le taux élevé de résultats concernant les formations, qui reflètent les bons résultats des enquêtes de satisfaction menées auprès des participants. Il est très difficile de mesurer en revanche l'amélioration effective des capacités des administrations bénéficiaires de ces formations.

Tableau 5. Statut des jalons de l'exercice AF 2015 par pays

	Prévu	Atteint	Partiellement atteint	Reporté à AF2015	Annulé	% de résultats pondérés ⁴
Bénin	15	9	3	2	1	70%
Burkina Faso	13	7	5	1	0	73%
Côte d'Ivoire	17	11	2	4	0	71%
Guinée	9	0	4	5	0	22%
Guinée Bissau	7	1	3	1	2	36%
Mali	21	11	3	5	2	60%
Mauritanie	14	7	2	5	0	57%
Niger	6	3	2	1	0	67%
Sénégal	19	10	4	3	2	63%
Togo	14	7	4	2	1	64%
UEMOA	1	0	1	0	0	50%
BCEAO	3	0	2	1	0	33%
Formation (séminaires régionaux)	11	10	0	1	0	91%
UMOA-TITRES	1	0	1	0	0	50%
Commission Bancaire	-	-	-	-	-	-
TOTAL	151	76	36	31	8	62%

⁴ Voir encadré 1

Tableau 6. Résultats du centre mesurés par la proportion des jalons atteints par domaine-pays - Exercice financier 2015

AFRITAC de l'Ouest-Cadre Stratégique 2014-2017								
AFRITAC DE L'OUEST								
Renforcer les capacités de gestion macroéconomique et financière des Etats et l'intégration régionale afin d'accélérer la croissance économique et réduire la pauvreté								
Pays	Administration douanière	Administration fiscale	Gestion des dépenses publiques-Trésor	Gestion des dépenses publiques-Budget	Statistiques des finances publiques	Statistiques du secteur réel	Gestion de la dette publique	Supervision et restr. bancaires
BENIN	1	0	1	1	1	1	1	
BURKINA	1	1		1	-	1	1	
COTE D'IVOIRE	1	1	1	1	1	1	-	
GUINEE		-					0	1
GUINEE-BISSAU	1	-		1	-	1		
MALI	0	0	1	1	1	1	-	
MAURITANIE	1	1	1	1	1	-	-	1
NIGER		1		1		1	1	
SENEGAL	0	1	-	1	1	-	1	
TOGO	1	1	1	1	1	1	0	-
UEMOA				1				
BCEAO								0
Formation	1	1	1	1	1	1		1
UMOA-TITRES							1	
COMM. BANCAIRE								

jalons partiellement ou complètement atteints/ # jalons prévus

		Borne inférieure	Borne supérieure
	Peu ou pas de progrès	0%	20%
0	Jalons partiellement atteints	20%	50%
1	Jalons largement atteints	50%	95%
1	Jalons totalement atteints	95%	100%

Quelques exemples de résultats

- L'opérationnalisation du système définitif de la gestion de l'analyse du risque automatisée et de la sélectivité en douane en Côte d'Ivoire depuis janvier 2015 (Encadré 2).
- L'adoption du nouveau code des douanes au Bénin en juin 2014.
- L'amélioration des résultats dans les centres des moyennes entreprises de plusieurs pays couverts par des projets pluriannuels d'assistance technique dans ce domaine. Par exemple, le nombre d'entreprises moyennes identifiées et gérées par ces centres a augmenté de 40% au Sénégal et de 23% au Niger entre 2013 et 2014. Elle a plus que triplé en un an en Mauritanie.
- L'adoption d'une nouvelle loi organique relative aux lois de finances dans tous les pays, à l'exception du Burkina Faso et de la Mauritanie.
- La mise en œuvre du nouveau plan comptable de l'Etat et d'autres innovations comptables dans plusieurs pays de l'UEMOA (Encadré 3)
- La production et la validation par la comptabilité publique béninoise des fiches de comptes.
- Quelques pays ont élaboré une ébauche de TOFE basé sur le MSFP 2001 (Mali, Sénégal, Mauritanie). Pour les autres pays, des étapes ont été fixées pour le passage pendant l'exercice 2015-2016 au TOFE format MSFP 2001 et pour l'application du cadre d'analyse minimum de la Directive UEMOA de 2009.
- La production des comptes nationaux annuels 2012-2013 en Guinée-Bissau et au Bénin.
- Le calcul des prix moyens à la consommation pour huit régions en Mauritanie.
- La production d'un document de gestion de la dette au Sénégal (en cours d'approbation par le conseil des ministres) et au Bénin (soumis aux autorités).
- Des avancées sur le compte unique du trésor à la BCEAO en Côte d'Ivoire.
- La finalisation d'une note d'orientation sur les modalités possibles d'adoption des normes comptables IFRS dans l'UEMOA

**Encadré 2. Mise en place d'un système automatisé d'analyse du risque
et de sélectivité des contrôles douaniers en Côte d'Ivoire**

Les méthodes traditionnelles de contrôle basées sur des critères subjectifs ou aléatoires ne parviennent pas à répondre aux attentes et objectifs des administrations douanières. Il devenait donc nécessaire de mettre en œuvre progressivement un système de contrôles « intelligents » dans lequel les risques de fraude sont évalués avec des méthodes plus sophistiquées et les ressources affectées en conséquence. Le projet de mettre en place un système automatisé d'analyse du risque et de sélectivité (SAARS) a débuté suite à la mission du département des finances publiques (DFP) d'avril 2010. Depuis cette date AFRITAC de l'Ouest a exécuté huit (8) missions de soutien au projet.

Ces missions ont aidé à la mise en place du Procès Verbal Simplifié (PVS) pour le contrôle des marchandises, l'informatisation des certificats de visite, le développement informatique, l'automatisation de la mise à jour du système et la mise en place des indicateurs mensuels de suivi.

Le lancement du projet s'est effectué le 20 janvier 2015. La sélection des contrôles se fait maintenant par le SAARS. Les déclarations à risque sont envoyées dans les circuits de contrôle selon trois méthodes intégrées : (i) le ciblage des déclarations potentiellement à risque par les méthodes du renseignement ; (ii) la probabilité de fraude estimée par des méthodes économétriques en exploitant les historiques de fraude ; et (iii) l'aléatoire pour identifier des nouvelles formes de fraude.

L'objectif du SAARS de réduire les délais liés au dédouanement des marchandises fut un franc succès dès les premières semaines de mise en opération. La réduction des orientations en circuit de contrôle est passée de 50% à 33%. Les délais d'obtention du bon à enlever sont passés de 6 à 3 jours accompagnés d'une amélioration de la proportion de contrôles positifs de 2% à 10%.

Encadré 3. Les innovations en matière de comptabilité de l'État.

Le système comptable des États membres de l'UEMOA est basé sur les normes énoncées dans la directive UEMOA n°5/98/CM du 22 décembre 1998. Il s'agit d'une comptabilité dite de « base caisse modifiée ». Un nouveau cadre harmonisé des finances publiques dans l'UEMOA, adopté au cours de l'année 2009, introduit des innovations majeures en matière de comptabilité de l'État, notamment la comptabilité fondée sur le principe de la constatation des droits et obligations, dite « comptabilité en droits constatés et patrimoniale » (CDCP) dans la directive UEMOA n°9/2009/CM du 26 juin 2009 portant Plan comptable de l'État (PCE).

Pour mettre en œuvre ce nouveau cadre comptable, AFRITAC de l'Ouest (AFW) a développé deux types d'actions : des projets pluriannuels d'assistance technique (PPAT) et une assistance à la Commission de l'UEMOA au niveau régional. Quatre PPAT ont été déployés depuis 2014 en matière de CDCP (Sénégal, Mali, Bénin, Côte d'Ivoire). Ils sont destinés à accompagner les États bénéficiaires dans le basculement au nouveau système comptable, issu notamment de la directive PCE précitée. Les actions qu'ils comportent sont de deux types : 1) celles permettant la mise à niveau du cadre comptable national (révision du PCE, rédaction d'un PCE commenté, d'une instruction comptable, d'un manuel de procédures) et 2) des actions complémentaires selon les demandes des États pour accompagner le basculement (renovation de la comptabilité matières, de la comptabilité des immobilisations, révision des systèmes d'information (SI), apurement de la balance générale des comptes (BGC), appui à la confection du bilan d'ouverture, formation aux nouvelles procédures comptables spécifiques etc.).

Les PPAT couvrent traditionnellement une période de trois ans avec un rythme de 2 à 3 missions par an. La mise en œuvre de la plupart de ces PPAT a commencé en 2014 et a déjà produit des résultats tels que la rédaction de Plan comptable de l'État commenté sous forme de fiches comptes et la mise en place d'indicateurs d'apurement des comptes provisoires. Ces étapes constituent un premier pas concret vers la mise en œuvre des directives en matière comptable.

Le retour d'expérience lors des missions a par ailleurs démontré la nécessité de définir et de diffuser des notes techniques pour accompagner la directive PCE et son guide didactique. Pour cela, AFW a travaillé de concert avec la commission de l'UEMOA. Ces notes techniques, élaborées par le conseiller et deux experts grâce à deux missions organisées en mai et septembre 2014, développent pas moins de 61 points de la directive PCE afin d'assurer sa pleine mise en œuvre dans les pays-membres. Elles devraient être présentées lors d'une prochaine réunion de l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA.

Les mouvements de personnel

Le centre a dû gérer le remplacement de plus de la moitié des conseillers résidents (CR) au cours de l'AF 2015. Cinq conseillers auront quitté le centre dans les domaines de la gestion des dépenses publiques (budget et trésor), de la gestion de la dette, de l'administration fiscale, et des statistiques de finances publiques. Quatre d'entre eux ont été remplacés, la plupart du temps avec un chevauchement pour faciliter la transition. Le nouveau conseiller en gestion des dépenses publiques- trésor comptabilité publiques, dont le poste est vacant à fin avril, est en cours de recrutement. Le conseiller dans le nouveau domaine d'intervention du centre, l'analyse et la prévision macroéconomiques est arrivé début janvier 2015 (voir les notes biographiques en annexe 4).

Vie et politique de communication du centre

Le coordinateur a visité tous les pays-membre du centre au cours des douze derniers mois à l'exception de la Guinée. Il a également eu plusieurs rencontres avec les institutions sous régionales notamment la direction de la BCEAO, la commission de l'UEMOA, l'agence UMOA-Titres et un représentant de la commission de la CEDEAO. Au cours de ces visites, il a rencontré les administrations bénéficiant des activités du centre et les partenaires techniques et financiers pour discuter de la qualité de l'assistance technique et des séminaires régionaux, des besoins nouveaux, et de la coordination avec l'offre existante.

En matière de communication, le site internet du centre (AFRITACouest.org) continue de se développer avec la mise en ligne de nouveaux documents. Depuis novembre 2014, des documents utilisés dans des séminaires régionaux et le rapport annuel d'activités pour l'exercice 2014 a été mis en ligne. Par ailleurs, la newsletter trimestrielle (la Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest), disponible en ligne, est à son sixième numéro.

Le site internet sécurisé pour la diffusion des comptes rendus de mission et des documents pour les réunions du CO mis en place par le centre contient maintenant plus de cent vingt comptes-rendus de missions, couvrant l'AF2014 et la plus grande partie de l'AF2015.

Les sections suivantes présentent l'exécution du programme de travail de l'AF 2015 par domaine d'intervention du centre.

I. ADMINISTRATION DOUANIÈRE

A. Les principaux axes de l'assistance technique

Conformément au cadre logique de l'AFRITAC de l'Ouest 2014-2017, les missions du centre ont été articulées autour des objectifs suivants :

- la modernisation de la législation douanière ;
- la promotion de l'intégration régionale par la facilitation des échanges et la réduction des délais de dédouanement;
- la simplification des procédures et la rationalisation des contrôles; et
- le partage des bonnes pratiques régionales et renforcements des capacités techniques des agents des douanes des 10 États membres.

B. Activités réalisées et résultats

Activités

Dans le domaine de la modernisation de la législation douanière, les missions réalisées au Bénin sur le code douanier depuis 2012 ont porté leur fruit ; l'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 27 juin 2014 la loi portant sur le nouveau Code des Douanes.

Dans le domaine de la facilitation des échanges, le centre a poursuivi ses projets pluriannuels de mise en place d'un système de gestion automatisée du risque et de sélectivité des contrôles au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Dans le domaine de simplification des procédures et la rationalisation des contrôles, les activités menées au cours de la période ont couvert:

- La poursuite de la mise en place d'une application pour informatiser le contentieux douanier au Bénin et au Mali.
- L'introduction de la fonction « Renseignement douanier » au sein de la DARRV en Côte d'Ivoire.
- Le développement des capacités en matière de contrôle de la valeur en douane en Guinée-Bissau.
- La poursuite du développement des capacités en analyse de risque et la prise en charge des marchandises par un meilleur contrôle des manifestes au Togo.
- La mise en place d'une procédure de contrôle et de suivi pour la zone franche au Togo.

- La sécurisation et le suivi du transit ainsi que la sécurisation du circuit scanner au Sénégal.
- Le développement d'un manuel de procédure sur les contrôles après dédouanement au Burkina Faso.
- Le centre a également démarré un projet pluriannuel en Mauritanie sur la mise en place d'un Bureau National de la Valeur.

En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 74 semaines-personnes. Le taux de réalisation par rapport au programme initial ressort à 121% sur toute l'année fiscale. Par rapport au programme révisé en novembre 2014, ce taux de réalisation est de 93%.

Tableau 8: Administration douanière — Synthèse des activités, mai 2014 – avril 2015
(en semaines-personnes)

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Missions du conseiller	24	21	-3
Missions d'expert court terme (hors séminaires)	22	30	+8
Séminaires régionaux	0	3	+3
Autres activités ⁵	15	20	+5
Total des activités de la période	61	74	+13

Résultats

Les principaux résultats de l'assistance technique par bénéficiaire sont fournis par le tableau 9 suivant :

⁵ Concerne essentiellement le temps alloué à la rédaction des Termes de référence des missions, des notes techniques et au backstopping.

Tableau 9. Principaux résultats obtenus en administration douanière

Pays	Activités	Résultats
Bénin	Trois missions ont été réalisées sur le projet de mise en place d'un système d'analyse du risque et de la sélectivité et la mise en place de l'informatisation des contentieux	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation du système transitoire. Élaboration d'un chronogramme pour la mise en place de l'informatisation des affaires contentieuses. Définition du mode de calcul des profils de risque, de l'identification des seuils et du calcul du score des transactions. Adoption du nouveau Code des Douanes
Burkina Faso	Deux missions ont été réalisées; (1) sur la poursuite de mise en place d'un système d'analyse du risque et de la sélectivité et de la sélectivité et (1) sur la mise en place d'un manuel de procédures sur les contrôles après dédouanement.	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation de la base de données fraude. Élaboration d'un projet de manuel de procédures sur les contrôles après dédouanement.
Côte d'Ivoire	Six missions ont été réalisées; (3) sur l'achèvement du projet de mise en place d'un système d'analyse du risque et de la sélectivité ; (2) sur la mise en place de la fonction de « renseignement douanier » au sein de la DARRV; et (1) une participation à l'évaluation des réformes de l'administration des douanes avec le département des finances publiques du FMI.	<ul style="list-style-type: none"> Système d'analyse du risque et de la sélectivité mise en place depuis le 20 janvier 2015; Présentation d'une méthodologie ainsi que des outils de travail en matière d'analyse et de renseignement au travers d'un séminaire présenté aux cadres de la douane. Dix agents du comité de renseignement et vingt cadres ont participé aux ateliers de travail.
Guinée Bissau	Une mission réalisée sur le développement des capacités en matière de contrôle de la valeur en douane.	<ul style="list-style-type: none"> Vingt agents des douanes ont été formés. Des recommandations apportées dans le cadre de la modernisation et de la mise en place des réformes.

Pays	Activités	Résultats
Mali	Une mission réalisée sur l'informatisation des affaires contentieuses.	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Poursuite de la mise en place de l'application informatique des contentieux douaniers. ✚ Des recommandations apportées dans le cadre de la modernisation et de la mise en place des réformes
Mauritanie	Une mission réalisée sur la mise en place d'un Bureau National de la Valeur.	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Création d'un projet pluriannuel d'assistance technique. ✚ Création d'un comité de transition. ✚ Projet de plan de communications. ✚ Définition des rôles et des responsabilités des directions touchées.
Sénégal	Deux missions réalisées. Une sur la sécurisation et le suivi du transit des marchandises sous douanes et du circuit scanner ; l'autre sur la poursuite du projet de mise en place d'un système d'analyse du risque et de la sélectivité	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Des recommandations ont été proposées afin que le projet d'informatisation du TRIE puisse être réalisé. ✚ Des propositions ont été apportées pour améliorer l'efficacité du circuit scanner. ✚ Aucun résultat probant n'a été réalisé sur le projet de mise en place d'un système d'analyse du risque et de la sélectivité.
Togo	Deux missions sur la poursuite du renforcement de la gestion du risque et sur le contrôle et suivi de la zone franche.	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Création d'une base profils d'importateur et développement d'outils d'analyse du risque. ✚ Propositions et conseils ont été apportés au CDDI afin de finaliser le projet de procédures au sein de la zone franche.
Séminaire régional	Un séminaire régional sur l'amélioration de l'efficacité des projets de gestion du risque.	<ul style="list-style-type: none"> ✚ 32 représentants des administrations des douanes des pays membres ont participé à ce séminaire ainsi qu'un représentant de la CNUCED. ✚ Élaboration d'une ébauche de guide des bonnes pratiques en matière de mise en place d'un système de gestion et d'analyse du risque et de sélectivité des contrôles.

II. ADMINISTRATION FISCALE

A. Principaux axes de l'assistance technique

Le programme d'activités réalisées au cours de l'année fiscale 2015 poursuivait deux objectifs majeurs :

- Le renforcement du programme pluriannuel de modernisation de la gestion des entreprises moyennes à travers l'identification des axes prioritaires des réformes pour chaque pays et l'adaptation des solutions au contexte national. Dans ce contexte, des programmes pluriannuels pour la modernisation des moyennes entreprises sont en place dans sept pays (Benin, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo) et des activités ponctuelles ont été effectuées au Burkina-Faso et en Côte d'Ivoire.
- Le renforcement des capacités des administrations fiscales sur le plan régional. A cet effet, un séminaire régional a été organisé sur le contrôle fiscal des opérations internationales réalisées par les sociétés filiales des groupes internationaux établies dans la région (entreprises minières, banques et assurances, télécommunications).

B. Activités réalisées et résultats

Activités

L'assistance technique fournie par le Centre a principalement permis le renforcement des **directions des moyennes entreprises** (DME), à travers la mise en œuvre des réformes fiscales dans les domaines suivants:

- La mise en place des indicateurs de base qui servent comme instruments de suivi de l'activité et de surveillance des obligations fiscales. De plus, l'assistance de l'AFRITAC a permis la mise en œuvre d'une nouvelle organisation par tâches, essentielle pour améliorer le suivi des obligations déclaratives (Sénégal, où le taux de déclaration spontané en matière TVA est maintenant de 95%, Niger).
- La lutte contre la fraude fiscale et le secteur informel est au cœur des préoccupations de l'administration fiscale. Dans ce contexte, l'assistance technique du centre a contribué à la mise en œuvre des stratégies d'élargissement de l'assiette fiscale et de lutte contre le secteur informel avec pour résultats, l'identification de nouvelles entreprises qui étaient méconnues par les services des moyennes entreprises (Sénégal, Niger, Benin Mali) et leur fiscalisation ;
- Dans le domaine de l'amélioration des services rendus aux contribuables, le centre a fourni une assistance technique (Bénin, Mauritanie), pour promouvoir la simplification des procédures fiscales, à travers notamment, l'élaboration du manuel d'activités et des procédures de la direction des moyennes entreprises.

Par ailleurs, plusieurs missions ont été conduites sur d'autres thèmes, comme le **renforcement de la gestion de la TVA** ou la **comptabilisation des recettes** en Côte d'Ivoire, ou sur le renforcement des opérations fiscales dans la perspective de l'introduction de la TVA en Guinée-Bissau.

Au cours de l'année 2015, le centre a conduit 18 missions. En volume horaire, **66** semaines-personnes ont été exécutées contre 68 semaines dans la programmation initiale. Le taux d'exécution du programme de travail ressort à 97 %. Il s'établit à 84 % Par rapport au programme révisé en novembre 2014.

Tableau 10: Administration fiscale - synthèse des activités, mai 2014- avril 2015
(en semaines personnes)

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Missions du conseiller	22	22	0
Missions d'expert court terme (hors séminaire)	22	28	+6
Séminaires régionaux	6	3	-3
Autres activités ⁶	18	13	-5
Total des ressources affectées	68	66	-2

⁶ Concerne essentiellement le temps alloué à la rédaction des Termes de référence des missions, des notes techniques et au backstopping




Résultats

Les principaux résultats de l'assistance technique par pays bénéficiaire sont fournis par le tableau suivant :

Tableau 11: Principaux résultats obtenus en administration fiscale par pays :

Pays	Activités	Résultats
Bénin	2 missions réalisées dans le cadre du PPAT DME	<ul style="list-style-type: none"> La proportion des recettes collectées auprès des moyennes entreprises sur les recettes totales de la DGI est passée de 6% à 8% entre 2013 et 2014 ; Adoption dans la loi des finances 2014 du critère unique de segmentation des entreprises et du relèvement du seuil d'assujettissement de la TVA de 40 à 50 millions de FCFA
Burkina Faso	2 missions ponctuelles ont été réalisées sur les DME	<ul style="list-style-type: none"> La proportion des recettes collectées par les moyennes entreprises sur les moyennes entreprises est de 8% en 2014.
Côte d'Ivoire	3 missions réalisées	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle fiscal basé sur l'analyse du risque; Renforcement de la gestion de la TVA ; Amélioration de la comptabilisation des recettes fiscales
Guinée	Aucune mission réalisée	<ul style="list-style-type: none"> Les missions ont été annulées suite à la situation sanitaire du pays.
Guinée-Bissau	2 missions dans le cadre d'un PPAT sur le renforcement des capacités de l'administration fiscale	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration du cadre logique d'intervention pour les deux prochaines années
Mali	3 missions dans le cadre du PPAT sur la modernisation de la gestion des moyennes entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> Elaboration du programme de surveillance des obligations fiscales. Identification de 6619 fournisseurs de l'Etat dont le montant des opérations suggère leur transfert d'office à la DME.

Niger	2 missions dans le cadre du PPAT sur la modernisation de la gestion des moyennes entreprises.	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Elaboration du programme de surveillance des obligations fiscales ✚ Amélioration du taux de couverture du contrôle fiscal de 4% à 8%. ✚ Augmentation du nombre de moyennes entreprises de 833 à 1022 entre 2013 et 2014 ✚ La contribution des moyennes entreprises dans les recettes totales de la DGI est de 3% ✚ Formation des cadres de la DME sur les indicateurs clé de performance ✚ Mise en place du plan d'apurement des restes à recouvrer
Mauritanie	1 mission dans le cadre du PPAT sur la modernisation de la gestion des moyennes entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ✚ Augmentation du nombre d'entreprises moyennes de 342 à 1053 entre 2014 et 2015, soit un accroissement de 207% ; ✚ Le taux de la contribution de la DME dans les recettes totales est passé de 2% à 4%, ✚ Adoption par la loi des finances 2014, des garanties procédurales pour les contribuables (uniformisation des délais de dépôt de déclaration et de paiement, limitation des délais de réponse suite au contrôle fiscal, institution d'une déclaration électronique).
Sénégal	1 mission dans le cadre du PPAT sur la modernisation de la gestion des moyennes entreprises	<ul style="list-style-type: none"> ✚ La contribution des moyennes entreprises dans les recettes fiscales est de 4 % ✚ Le nombre d'entreprises moyennes a augmenté de 923 à 1295 entre 2013 et 2014 ; ✚ Renforcement de la procédure de remboursement de la TVA grâce à la décentralisation du système de traitement des crédits. ✚ Formation des inspecteurs en contrôle ponctuel.

Togo	2 missions d'assistance technique dans le cadre du PPAT-DME dont une en parallèle avec une mission du département des finances publiques du FMI	 Elaboration d'une nouvelle stratégie de l'administration fiscale,  Actualisation du programme pluriannuel de modernisation de la gestion des moyennes entreprises,  Adoption d'un plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations de la mission FAD relatives à la gestion des moyennes entreprises.
------	---	--

Résultats sur le plan régional

Pour mémoire AFRITAC de l'Ouest a organisé du 22 au 26 septembre 2014 à Abidjan la première réunion du groupe de travail régional sur le contrôle fiscal des opérations internationales. Ce séminaire regroupait les cadres représentant les administrations fiscales des pays membres dudit Centre à l'exception du Niger et de la Guinée.

La création du groupe de travail est née de la volonté de créer notamment une équipe d'experts régionaux qui devront aider à la conception et à la mise en œuvre d'une approche régionale de lutte contre les pratiques illicites de transfert des bénéfices.

De manière plus spécifique, ce groupe de travail poursuit les objectifs majeurs suivants :

- Renforcer la disponibilité, l'échange et le partage des informations entre les différentes administrations techniques et celles chargées de la collecte des recettes fiscales et parafiscales ;
- Créer un cadre permanent de dialogue et de concertation entre les administrations fiscales et les grandes entreprises notamment pour faciliter la conclusion des « accords préalables » sur les prix de transferts;
- Elaborer et mettre en œuvre des plans de formation des formateurs pour favoriser la création des experts nationaux dans le contrôle des opérations internationales ;
- Organiser de manière régulière, avec l'assistance de l'AFRITAC de l'Ouest et des autres partenaires techniques et financiers, des séminaires régionaux de formation animés par des experts internationaux en faveur des vérificateurs des administrations fiscales de la région;
- Emettre et publier des avis consultatifs sur des questions soulevées dans le cadre du contrôle des opérations internationales;

Aux termes des travaux de la première réunion, les experts ont élaboré trois (3) documents dont : I) le document synthétique des dispositifs nationaux de lutte contre les transferts

indirects de bénéfices ; II) le document explicatif des principaux problèmes rencontrés dans le contrôle fiscal des opérations internationales ; III) le plan de formation des vérificateurs.

Neuf thèmes de formation ont été retenus dans ce plan :

- i. la vérification des contrats internationaux ;
- ii. la sous capitalisation des entreprises étrangères ;
- iii. les prestations des services pour autrui et à l'étranger ;
- iv. la stabilisation fiscale ;
- v. l'appréciation des prix de transfert ;
- vi. les primes de réassurance ;
- vii. la valorisation des investissements étrangers ;
- viii. le roaming et les opérations de trafic international en matière de télécommunication;
et
- ix. les rémunérations du personnel expatrié.

Ces thèmes seront abordés au cours des prochaines réunions du groupe de travail. La seconde réunion de ce groupe, programmé en avril 2015 a été reporté en juin pour cause de disponibilité des experts. Elle portera sur le contrôle fiscal des opérations des banques et des assurances

Encadré 4. Le contrôle fiscal, un puissant levier de mobilisation des ressources fiscales

L'objectif ultime des réformes introduites dans les administrations fiscales est de mettre en œuvre des structures adaptées aux impératifs de gestion d'un système moderne fondé sur le consentement à l'impôt. Dans ce système, l'impôt est calculé et payé spontanément par le contribuable au moment de la souscription de sa déclaration fiscale.

Les approches développées pour promouvoir ce principe sont fondées sur : 1) l'assistance au contribuable pour lui faciliter l'exécution des obligations fiscales et; 2) la mise en œuvre des méthodes plus efficaces en matière de contrôle et de surveillance du comportement fiscal.

Le Département des Finances Publiques du FMI et AFRITAC de l'Ouest ont soutenu dans les pays-membres l'introduction d'outils pour améliorer la sélectivité des contrôles, fondés sur l'analyse du risque : 1) la mise en œuvre de l'identifiant fiscal unique des contribuables qui permet la constitution d'un fichier central des contribuables et l'échange d'informations entre les administrations financières (tous les pays membres d'AFRITAC ont mis en place ce dispositif) ; 2) le développement d'un dispositif de recherche de l'information fiscale permettant de renforcer le contrôle fiscal.

AFRITAC de l'Ouest a fourni aussi une assistance soutenue dans la mise en place des stratégies d'élargissement de l'assiette fiscale grâce à la technique de recoupement de l'information. Ces actions ont permis l'identification de nouvelles entreprises non enregistrées dans le fichier central des administrations fiscales (Sénégal, Mauritanie, Niger, Bénin), l'enrichissement du fichier, et l'amélioration de la programmation du contrôle fiscal (entre 50 et 75%). Plusieurs pays (Sénégal, Benin, Mali) ont engagé des actions de contrôle auprès des entreprises nouvellement identifiées. Les résultats sont prometteurs (entre 2% et 5% d'amélioration du rendement du contrôle fiscal).

La dynamisation des services de recherche est donc indispensable pour lutter efficacement contre la fraude fiscale

III. GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES

A. Les principaux axes de l'assistance technique

Les missions du Centre s'articulent autour des objectifs suivants :

- L'appui à la réforme et à l'actualisation des cadres juridiques relatifs à la gestion des finances publiques ;
- Le renforcement de la préparation et de l'exécution du budget des Etats membres de l'AFW dans une logique de résultats ;
- Le renforcement de la transparence et l'amélioration des comptabilités publiques afin de donner une image plus fidèle des finances publiques ;
- La promotion et la diffusion des bonnes pratiques budgétaires et comptables.

B. Activités réalisées et résultats

Activités

Le Centre a conduit 38 missions au cours de l'exercice budgétaire 2015, dont certaines conjointement avec la Commission de l'UEMOA (rédaction de notes techniques et participation aux réunions de l'observatoire des finances publiques et du comité des experts de l'UEMOA) et le Pôle stratégies de développement et finances publiques du PNUD. Également, deux ateliers régionaux de formation ont été organisés par l'AFW au profit de ses États membres : (i) le premier sur la nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE) en direction des cadres des directions du budget, des directions en charge des investissements publics, des informaticiens et des responsables en charge de la conduites des réformes et; (ii) le second sur la comptabilité en droits constatés en direction des comptables.

En volume, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 130.5 semaines-personnes, quasiment identique à celui de l'exercice budgétaire 2014 (130 semaines-personnes). Le taux d'exécution du PT 2015 se monte à 98% par rapport au programme initial et 84% par rapport à la révision. Il convient de noter que cette performance a été affectée par (i) l'annulation de toutes les activités prévues en Guinée du fait de l'épidémie à virus Ébola ; (ii) la transition politique au Burkina; et (iii) la faible réactivité des autorités en Guinée Bissau et au Niger.

S'agissant des cadres juridiques des finances publiques, tous les pays se sont dotés d'une nouvelle loi organique relative aux lois de finances, à l'exception du Burkina Faso (seule la loi portant code de transparence été adoptée) et de la Mauritanie. Les textes d'application de la LOLF sont adoptés dans tous les pays sauf en Guinée Bissau et au Burkina Faso. Au total, la situation de la transposition dans les Etats membres de l'UEMOA et de l'adoption des

nouveaux cadres juridiques en Guinée et en Mauritanie est retracée dans le tableau 12 ci-dessous

L'AFRITAC a appuyé l'amorce de la mise en œuvre de ces nouveaux cadres juridiques dans plusieurs Etats de l'UEMOA compte tenu de l'échéance (généralement le 1^{er} janvier 2017) requise par les directives. Ces appuis ont notamment porté sur :

- le pilotage et la budgétisation de la masse salariale (Côte d'Ivoire et Sénégal),
- les nouveaux documents de programmation budgétaires (Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin et Togo),
- l'élaboration des budgets-programme (Burkina, Côte d'Ivoire, Mali et Bénin),
- la mise en œuvre des autorisations d'engagement et crédits de paiement (Mali, Bénin et Burkina Faso),
- la nomenclature budgétaire de l'État (NBE) (Côte d'Ivoire),
- la rénovation du système d'information des finances publiques (Côte d'Ivoire et Mali),
- la mise en place de la comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP),
- l'apurement des balances générales des comptes de l'Etat (BGC),
- l'élaboration de plans comptables de l'Etat (PCE) en appui à l'internalisation ou sous forme de PCE commenté,
- l'amélioration de la comptabilisation des recettes
- et la rédaction des nouveaux Recueils des normes comptables de l'Etat (RNCE).

Tableau 12: Adoption des nouveaux cadres juridiques des finances publiques dans les Etats membres d'AFW

Directives/ Pays	Loi portant Code de transparence	Loi organique portant loi de finances (LOLF)	Règlement général sur la Compta. Pub.(RGCP)	Nomenclature budgétaire de l'État (NBE)	Plan comptable de l'Etat (PCE)	Tableau des opérations financières de l'État (TOFE)	Régime financier des Comptables du Trésor	Comptabilité matières
Etats UEMOA								
Bénin	Transposé, mais référence non communiqué	Loi organique 2013-14 du 27/09/2013	Décret 2014-571 du 07/10/2014	Transposé, mais référence non communiquée	Transposé, mais référence non communiquée	Décret 2014-573 du 07/10/2014	Non transposé	Non transposé
Burkina	Loi n°008-2013 /AN du 23/4/2013	Non transposé	Non transposé	Non transposé	Non transposé	Non transposé	Non transposé	Non transposé
Côte d'Ivoire	Loi organique n° 2014-337 du 5/6/2014	Loi organique n° 2014-336 du 5/6/2014	Décret 2014-416 du 9/7/2014	Décret 2014-417 du 9/7/2014	Décret 2014-418 du 9/7/2014	Décret 2014-419 du 9/7/2014	Non transposé	Non transposé
Guinée Bissau	Transposé, mais référence non communiquée	Transposé, mais référence non communiquée	Non transposé	Non transposé	Non transposé	Non transposé	Non transposé	Non transposé
Mali	Loi n° 2013- 031 du 23/7/2013	Loi n° 2013- 028 du 11/7/2013	Décret n° 2014- 0349/P-RM du 22/5/2014	Décret n° 2014- 069/P-RM du 12/9/2014	Décret n° 2014- 0774/P-RM du 14/10/2014	Décret n° 2014-0350/P- RM du 22/5/2014	Non transposé	Non transposé
Niger	Loi n°2014-07 du 16/4/2014	Loi organique n°2012-09 du 26/3/2012	Décret n°2013- 083/PRN/MF du 01/3/2013	Décret n°2013- 084/PRN/MF du 01/3/2013	Décret n°2013- 085/PRN/MF du 01/3/2013	Décret n°2013- 086/PRN/MF du 01/3/2013	Non transposé	Décret n°2014- 436/PRN/MF du 19/6/2014
Sénégal	Loi n° 2012-22 du 27/12/2012	Loi organique n° 2011-15 du 08/07/2011	Décret n° 2011- 1880 du 24/11/2011	Décret n° 2012- 673 du 04/7/2012	Décret n° 2012-92 du 11/01/2012	Décret n° 2012-341 du 12/03/2012	Non transposé	Non transposé
Togo	Loi n°2014-009 du 11/6/2014	Loi organique n°2014-013 du 27/6/2014	Transposé	Transposé, mais référence non communiquée	Transposé	Transposé, mais référence non communiquée	Non transposé	Non transposé
Etats hors UEMOA								
Guinée	Non adopté	Adopté, mais référence non communiquée	Adopté, mais référence non communiquée	Non adopté	Non adopté	Non adopté	Non adopté	Non adopté
Mauritanie	Non adopté	Non adopté	Non adopté	Non adopté	Non adopté	Non adopté	Non adopté	Non adopté

Source : Commission de l'UEMOA

La conduite des PPAT

Du côté budget, un nouveau PPAT sur la masse salariale au Mali a été élaboré et validé par les autorités. Le PPAT sur le BP au Burkina n'a pas pu être clôturé comme prévu, les dernières missions n'ayant pu se réaliser en raison des récents événements politiques dans le pays. Celui sur la préparation du budget au Togo n'a pas pu être conduit pour des raisons de calendrier. Sur un total de 10 missions prévues dans le cadre de ce projet, 2 seulement ont été réalisées. Ces deux PPAT sont reconduits pour permettre de mener à terme toutes les activités programmées.

Du côté comptabilité et gestion de la trésorerie, cinq PPAT sont mis en œuvre dans les pays suivants : le Mali, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Sénégal et le Togo. Les thèmes recouvrent tout le spectre du secteur (comptabilité en droits constatés et patrimoniale – CDCP- pour le Mali, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Bénin, GTE pour le Togo). A ce jour, trois d'entre eux ont été validés par les autorités nationales (Togo, Sénégal et Mali).

Résultats

Tableau 13. Principaux résultats obtenus en gestion des dépenses publiques

Pays	Activités	Résultats
Bénin	Un atelier technique sur la mise en œuvre des autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP)	<ul style="list-style-type: none"> • Les services en charge de la budgétisation des dépenses d'investissement s'approprient la méthode des AE/CP et sont en mesure d'amorcer la démarche sur quelques projets pilotes ; • Un chronogramme pour la mise en œuvre progressive des AE et CP est discuté.
	2 missions prévues et deux réalisées sur le CUT et le PCE commenté (n°2). Les fiches comptes prévues ont été produites et validées par les autorités.	<ul style="list-style-type: none"> • Production des fiches comptes et validation par les autorités.
Burkina Faso	Deux missions dans le cadre du PPAT sur la mise en œuvre du budget-programme	<ul style="list-style-type: none"> • Le poids financier des opérateurs, les critères de leur identification et leur contribution à la mise en œuvre des politiques publiques sont définis ; • Les services en charge de la budgétisation des dépenses d'investissement se sont approprié la démarche des AE/CP et quelques projets pilotes ont été structurés en AE et CP.

Côte d'Ivoire	Quatre missions ont concerné l'élaboration des tables de la nouvelle NBE conforme aux directives de l'UEMOA et d'un cahier des charges pour la rénovation du SI budgétaire.	<ul style="list-style-type: none"> • Les premiers éléments (macro processus et spécifications techniques) du cahier des charges du nouveau SI sont disponibles ; • Des ministères pilotes expérimentent la nouvelle NBE • Les premiers éléments de réflexion sur les nouveaux processus budgétaires sont identifiés
	2 missions prévues et 2 réalisées sur la BGC et la comptabilisation des recettes.	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un indicateur d'apurement des comptes d'imputation provisoire;. • Formulation de propositions pour améliorer l'émission des recettes; • Les objectifs et indicateurs ont été mis en place à l'occasion de ces missions
Mali	Trois activités ont concerné (i) la mise en œuvre de la réforme de la budgétisation des investissements selon la méthode des AE/CP; (ii) le rôle et responsabilités des acteurs du programme ; et (iii) le lancement du PPAT sur la masse salariale.	<ul style="list-style-type: none"> • Les capacités en gestion des investissements en AE/CP sont renforcées ; • L'annexe budgétaire relative aux AE/CP est disponible ; • La chaîne managerielle de programme est discutée et validée au niveau technique ; • Un projet de décret définissant le rôle, les responsabilités et les conditions de désignation
	3 missions prévues sur le PCE commenté 1 et sur le RNCE 1 et 2 et réalisées. Deux étapes intermédiaires prévues et atteintes.	<ul style="list-style-type: none"> • La classe 1 du PCE a été rédigée sous forme de fiches comptes. • Le projet de RNCE national a été produit et validé par les autorités.
Mauritanie	1 mission prévue et réalisée sur la relance du chantier de CDCP.	<ul style="list-style-type: none"> • Les autorités ont discuté et participé à l'élaboration d'un plan d'action exhaustif et à long terme de la réforme CDCP en RIM.
Sénégal	Deux interventions ont concerné (i) le PPAT sur le pilotage de la masse salariale, et (ii) le document de programmation budgétaire et économique pluriannuel(DPBEP).	<ul style="list-style-type: none"> • Les responsables chargés de la budgétisation de la masse salariale sont formés et l'outil dédié opérationnel; • Un cadre institutionnel du DPBEP est proposé et le cadrage budgétaire sur la période 2016-2018 est disponible.
	1 mission prévue et réalisée. (la mission CUT a été remplacée par une mission Comptabilité en droits constatés à la demande des autorités)	<ul style="list-style-type: none"> • L'indicateur relatif au CUT a été annulé (car mission relative au RNCE à la demande des autorités). • 7 normes du RNCE produites et validées.

Encadré 5 : Atelier technique au Mali sur la validation des critères de désignation des responsables de programme (RPROG)

Cet atelier national a regroupé du 15 au 19 décembre 2014 à Bamako 150 cadres de plusieurs ministères, sous l'encadrement et l'animation de l'AFW.

L'objectif de l'atelier était (i) de mutualiser les bonnes pratiques sur le rôle et les responsabilités des acteurs de programme ; et (ii) d'aider à la définition d'une chaîne managériale de programme en cohérence avec les réalités maliennes.

Les travaux ont alterné les présentations des experts et les travaux en groupe. Ceux-ci ont donné lieu à des échanges constructifs qui ont permis aux participants d'approfondir leur connaissance de la philosophie de la gestion budgétaire en mode programme.

L'atelier, après avoir échangé sur les implications des dispositions juridiques nationales et les bonnes pratiques en la matière, a proposé un projet de décret portant statut et mode de désignation des acteurs de programme. Ce projet incorpore deux compromis entre réalités maliennes et bonnes pratiques : (i) le pouvoir d'ordonnateur est délégué dans un premier temps aux directeurs des finances et du matériel (DFM) qui ont une compétence avérée en la matière et transféré progressivement au RPROG dans une période transitoire ne pouvant excéder trois ans ; et (ii) une déclinaison de la chaîne managériale du programme en trois niveaux : stratégique, intermédiaire et opérationnel. (Voir schéma ci-dessous)

Le niveau stratégique est porté par le RPROG qui est l'acteur pivot de la gestion budgétaire en mode programme. Il est désigné par le ministre dont il relève et peut être un Directeur général (DG), un Secrétaire général ou un Conseiller technique. Il s'engage a priori sur des résultats du programme dont il rend compte a posteriori. Il dispose de tous les leviers d'action sur le programme en termes d'utilisation des crédits et de gestion d'emplois. L'avènement du RPROG ne crée ni un nouvel emploi ni un nouveau niveau hiérarchique dans l'administration.

Pour atteindre ses résultats, le RPROG doit s'appuyer sur un 2ème et un 3ème niveau infra-programme qui aident à mettre en œuvre une partie des objectifs du programme sur un périmètre fonctionnel ou géographique donné. Le 2ème niveau ou niveau intermédiaire est constitué par les directions générales, directions nationales, gouvernorats et directions régionales. Le 3ème niveau ou niveau de gestion opérationnelle est constitué par les sous-directions, les divisions et les directions régionales.

Il en résulte que : (i) au niveau central, chaque DG sera soit RPROG, soit responsable de niveau intermédiaire rattaché au RPROG ; chaque Directeur sera responsable de niveau intermédiaire ou responsable de niveau opérationnel rattaché au niveau intermédiaire ; et chaque chef de division sera responsable de niveau opérationnel ;

Encadré 5 (suite): Atelier technique au Mali sur la validation des critères de désignation des responsables de programme (RPROG) (suite et fin)

Le projet de décret définit également le rôle et les responsabilités de tous les acteurs de programme et repositionne les structures transversales (DFM, DRH, DEP, etc.) dans leurs nouveaux rôles d'appui vis-à-vis des RPROG conformément aux exigences du budget de programme.

Au total, cette approche très participative, présente un double avantage car elle tient compte des réalités du pays et est conforme aux directives de l'UEMOA qui assoient la gestion des programmes sur les directions et services. Toutefois, elle ne garantit pas la stabilité de la nomenclature budgétaire dont le segment administratif est sujet à modification à chaque changement d'organigramme ministériel

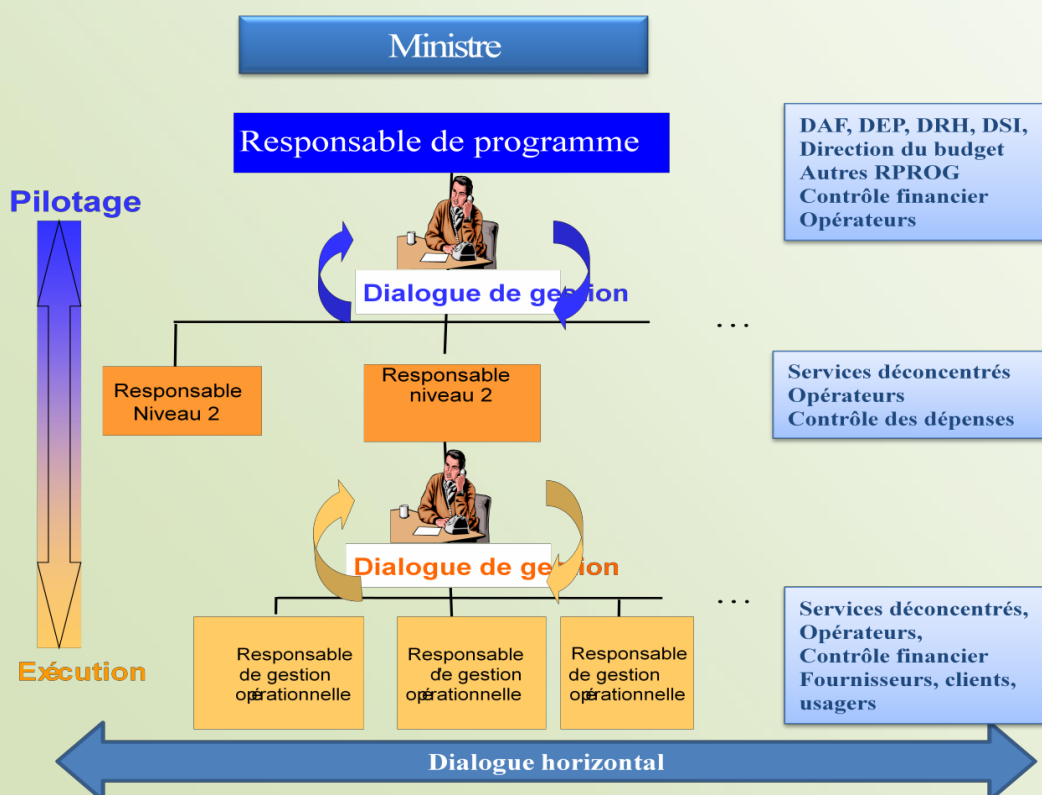


Tableau 14: Gestion des dépenses publiques - synthèse des activités, mai 2014- avril 2015
en semaines personnes

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Missions du conseiller	40	33	-7
Missions d'expert court terme (hors séminaire)	47	51	+4
Séminaires régionaux	5	12	+7
Autres activités ⁷	41	34.5	-6.5
Total des ressources affectées	133	130.5	-2.5

IV. STATISTIQUES MACROECONOMIQUES

IV.1. STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

A. Principaux axes de l'assistance technique

Les missions du centre s'articulent autour des deux axes suivants :

- Aide au passage au TOFE 2009, et aux autres tableaux du cadre d'analyse minimum requis par le nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA, en référence au Manuel de statistiques de finances publiques 2001 (MSFP 2001) du FMI (désormais mis à jour sous la forme du MSFP 2014).
- Amélioration du Tableau des Opérations Financières (TOFE) existant, sur la base des directives UEMOA de 1998, en référence au MSFP 1986. Dans plusieurs pays, prise en compte de la balance générale des comptes du Trésor (BGCT) comme principale source du TOFE.

B. Activités réalisées et résultats

Activités

En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 48 semaines-personnes. Le taux de réalisation par rapport au programme initial ressort à 77% sur toute l'année fiscale. Par rapport au programme révisé en novembre 2014, ce taux de réalisation est de 98%.

⁷ Concerne essentiellement le temps alloué à la rédaction des Termes de référence des missions, des notes techniques et au backstopping

Dans le domaine de l'amélioration du TOFE, et de l'aide au passage au TOFE 2009, en application du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA (2009), les activités menées au cours de la période ont consisté principalement à :

- Mettre en œuvre les axes ci-dessus dans tous les pays couverts par AFW sauf deux, la Guinée (pour cause de maladie à virus Ebola) et le Burkina-Faso (mission reporté à mai 2015 pour des raisons de calendrier).
- Organiser un séminaire régional qui a eu lieu à Dakar du 8 au 12 septembre 2014, sur le thème : « La mise aux normes internationales et régionales des statistiques de finances publiques ».
- Écrire une note technique sur le champ des opérations que doit couvrir le TOFE destinée à l'Observatoire des Finances Publiques de l'UEMOA (février 2015)

L'accent a été mis dans pratiquement tous les pays visités sur la fixation d'étapes pour la mise en œuvre du nouveau TOFE (en référence au MSFP 2001), sur la formation des cadres sur la méthodologie, et sur l'amélioration de la coordination et de la collaboration des services impliqués dans la production du TOFE. Trois pays ont réalisé une ébauche de TOFE au nouveau format (Mali, Mauritanie, Sénégal), à partir de quoi un dialogue fructueux s'est engagé avec le centre.

Il est rappelé le retard pris dans tous les pays de l'UEMOA pour la transposition dans les législations nationales des directives relatives au cadre harmonisé des finances publiques de 2009, par rapport au calendrier prévu, y compris pour la directive TOFE de 2009. Par voie de conséquence, la production des tableaux statistiques du nouveau cadre harmonisé a également pris du retard. S'agissant de la transposition des directives, le retard a été rattrapé à la fin de l'année 2014 dans tous les pays, sauf le Burkina Faso et la Guinée Bissau.

Résultats

Tableau 15. Principaux résultats obtenus en statistiques de finances publiques

Pays	Activités	Résultats
Bénin	Mission sur le TOFE base BGCT et le passage progressif au TOFE UEMOA 2009	Tenue d'un atelier (28 participants) pour fixer l'étape finale dans la production du TOFE en base BGCT. Adoption d'un plan d'action pour le passage au TOFE 2009, ainsi que la production de 2 autres tableaux statistiques, dans le courant de l'exercice 2015-2016.
Côte d'Ivoire	Mission sur le TOFE base BGCT et le passage progressif au TOFE UEMOA 2009	Points sur les projets pour la transposition dans la législation nationale des directives UEMOA de juin 2009 et notamment de la directive n°10 portant TOFE

Guinée Bissau	Une mission sur le passage progressif au TOFE 2009 (base <i>MSFP 2001</i>)	Formation des cadres en charge du TOFE (ou de la production de comptes et statistiques pour le TOFE). Fixation d'étapes pour le passage en 2015 au TOFE format <i>MSFP 2001</i> et pour l'application du cadre d'analyse minimum de la Directive UEMOA de 2009
Mali	Deux missions sur le passage progressif au TOFE 2009 (base <i>MSFP 2001</i>)	Directive 2009 sur le TOFE transposée. Mise à jour du calendrier de mise en œuvre : le TOFE 2009 deviendra en janvier 2016 le TOFE de référence pour le suivi du programme avec le FMI.
		Première ébauche de TOFE 2009, préparée et discutée Acceptation d'un plan de passage par étapes au TOFE UEMOA 2009, au premier semestre de 2015, dans le cadre de la feuille de route agréée avec le FMI (consécutive à la facilité élargie de crédit accordée en décembre 2013). Reprise par la DG Trésor de la transmission des données de SFP au département des statistiques du FMI (questionnaire annuel en format <i>MSFP 2001</i> , pour publication dans le <i>GFS yearbook</i>).
Mauritanie	Une mission sur le passage progressif au TOFE base <i>MSFP 2001</i>	Première ébauche de TOFE 2009, préparée et discutée Adoption d'un plan d'action pour l'application du cadre d'analyse (objectifs avec étapes, moyens). Accord sur la production du TOFE base <i>MSFP 2001</i> , en parallèle au TOFE actuel, en juillet 2015
Régional (Dakar)	séminaire régional sur la mise aux normes internationales et régionales des statistiques de finances publiques, en référence au <i>MSFP 2001</i>	Formation de 40 participants (représentant 9 pays couverts par le centre)
Sénégal	Une mission sur le passage progressif au TOFE 2009 (base <i>MSFP 2001</i>)	Première ébauche de TOFE 2009, préparée et discutée Adoption d'un plan d'action pour l'application du cadre d'analyse minimum (objectifs avec étapes, et moyens). Accord sur la production du TOFE 2009, en parallèle au TOFE 1998, dès mars 2015.

Togo	Une mission sur le passage progressif au TOFE 2009 (base <i>MSFP 2001</i>).	Formation des cadres en charge du TOFE (ou de la production de comptes et statistiques pour le TOFE) Fixation d'étapes pour le passage en 2015 au TOFE format <i>MSFP 2001</i> et pour l'application du cadre d'analyse minimum de la Directive UEMOA de 2009.
-------------	--	---

Tableau 16: Statistiques de finances publiques - synthèse des activités, mai 2014- avril 2015
(en semaines personnes)

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Missions du conseiller	25	17	-8
Missions d'expert court terme (hors séminaire)	17	8	-9
Séminaires régionaux	5	7	+2
Autres activités ⁸	15	16	+1
Total des ressources affectées	62	48	-14

IV.2. STATISTIQUES DU SECTEUR REEL

A. Principaux axes de l'assistance technique

Au cours de l'année fiscale 2015, les activités du conseiller en statistiques du secteur réel ont été centrées sur les statistiques de comptabilité nationale et de prix. L'objectif est d'amener tous les États membres à produire les comptes nationaux annuels (CNA) et trimestriels (CNT), et les indices de prix à la consommation finale conformes aux normes internationales, dans des délais de temps raisonnables, selon des techniques statistiques solides, et sur un champ répondant aux besoins des utilisateurs.

B. Activités réalisées et résultats obtenus

Activités

En volume horaire, le programme de travail dans ce domaine a totalisé 76 semaines-personnes. Le taux de réalisation par rapport au programme initial ressort à 116% sur toute

⁸ Concerne essentiellement le temps alloué à la rédaction des Termes de référence des missions, des notes techniques et au backstopping

l'année fiscale. Par rapport au programme révisé en novembre 2014, ce taux de réalisation est de 107%. Cet écart par rapport au programme révisé s'explique par la participation non programmée du conseiller à trois missions (6 semaines).

Le tableau 17 synthétise les activités réalisées en matière de statistiques du secteur réel au cours de la période. Les appuis ont essentiellement été apportés aux pays qui poursuivent la mise en œuvre du SCN 1993, souhaitent développer les CNT ou entreprennent la refonte de l'indice de prix à la consommation finale (IHPC) en actualisant les pondérations et élargissant la couverture géographique. Les interventions ont couvert neuf des dix États membres.

Tableau 17. Statistiques du secteur réel-synthèse des activités (mai à avril 2015)

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Écarts
Missions du conseiller	18.5	21	+2.5
Missions d'experts court terme (hors ateliers régionaux)	22	26	+2
Ateliers régionaux	4	7	+3
Autres activités (incluant temps de préparation)	21	22	3
Total des activités de la période	65.5	76	+10.5

Les activités régionales ont consisté en :

- l'organisation d'un séminaire régional sur la rédaction de notes méthodologiques,
- l'organisation conjointement avec AFRITAC Centre, AFRISTAT et l'INSEE d'un séminaire sur les CNT
- la participation au séminaire annuel de comptabilité nationale et au Conseil Scientifique d'AFRISTAT où le Centre a le statut d'observateur
- la participation au comité de pilotage régional pour le projet de mise en œuvre du SCN 2008 (CSC) dans le cadre du Groupe africain de comptabilité nationale (AGNA).

Résultats par pays

Tableau 18. Principaux résultats obtenus en statistiques du secteur réel

Pays	Activités	Résultats
Bénin	Les deux missions prévues sur l'élaboration des CNA définitifs de l'année 2012 et provisoires 2013 ont été réalisées.	Une note de publication sur les CNA définitifs de l'année 2012 et provisoires 2013 et une note sur les sources et méthodes d'élaboration des CNA selon le SCN1993 sont disponibles.
Burkina Faso	Les trois missions prévues ont été fusionnées et réalisées en deux missions de plus longues durées sur les CNA provisoires 2013 et les CNT du 4 ^{ème} trimestre 2014	Les CNA provisoires 2013 et une note méthodologique, et les CNT du 4 ^{ème} trimestre 2014 et une note d'analyse sont disponibles
Côte d'Ivoire	Les deux missions prévues sur l'élaboration des CNT des quatre trimestres de l'année 2014 et la formation de deux cadres à l'utilisation de la maquette des CNT et le chaînage du tableau des ressources et des emplois (TRE) ont été réalisées	Deux notes d'analyse des PIB en volume des premier et deuxième trimestres 2014 et des troisième et quatrième 2014 sont disponibles Deux cadres sont formés à l'utilisation de la maquette des CNT et du chaînage des TRE
Guinée	Une mission sur les trois prévues a été réalisée à Abidjan. Elle portait sur l'élaboration des tableaux des comptes économiques intégrés (TCEI) de 2006-2011	Les TCEI 2006-2011 sont disponibles Trois cadres sont formés à la lecture et aux méthodes d'élaboration du TCEI
Guinée-Bissau	Les deux missions prévues sur l'élaboration des CNA définitifs 2012 et provisoires 2013, et la mise en œuvre du SCN 2008 ont été réalisées. Une mission additionnelle a été réalisée pour l'intégration de la nouvelle série des CNA au cadrage macroéconomique	Les CNA définitifs 2012 et provisoires 2013 ont été produits Le programme de travail pour la mise en place de la nouvelle année de base et la migration au SCN 2008 est disponible La nouvelle série des CNA est intégrées au cadrage
Mali	Une mission programmée sur la faisabilité des CNT a été réalisée. Une mission additionnelle a été exécutée sur la mise en place des CNA provisoires pour améliorer les CNT	Un cadre logique pour le projet des CNT est élaboré. Une maquette des CNT est disponible. Le dispositif de collecte pour les CNA provisoires est défini. Un document de méthodologie est en cours d'élaboration

Mauritanie	Deux missions prévues ont été réalisées sur les CNA 2011. Une mission additionnelle a permis d'appuyer la refonte de l'IHPC	Les TRE et TCEI 2011 sont disponibles. Les prix moyens à la consommation finale sont calculés pour huit régions.
Niger	Deux missions ont permis de former des cadres de l'INS au SCN 1993 et à l'utilisation d'ERETES et de relancer l'élaboration des CNA 2011 dans ERETES.	Six cadres sont formés au SCN 1993 et à l'utilisation d'ERETES. Les arbitrages sur les CNA 2011 sont réalisés.
Sénégal	La mission prévue sur la désaisonnalisation des CNT a été reportée en AF16 pour cause de disponibilité de l'expert	
Togo	Deux missions dont une programmée ont permis de finaliser les CNA 2010	Les TRE et TCEI 2010 sont disponibles.
Régional	<p>Atelier de rédaction des notes méthodologiques sur l'élaboration des comptes nationaux.</p> <p>Séminaire sur l'harmonisation des méthodes de travail et l'adoption des normes internationales dans les CNT</p> <p>Participation au CSC/AGNA</p> <p>Participation au Conseil scientifique d'AFRISTAT</p> <p>Participation au Séminaire AFRISTAT de comptabilité nationale</p>	<p>Formation de 50 participants des 10 pays membres.</p> <p>Harmonisation des méthodes de neuf pays (30 participants) membres des AFRITAC Centre et de l'Ouest</p> <p>Les progrès de la stratégie africaine de mise en œuvre du SCN 2008 sont rapportés.</p> <p>Renforcement de la coordination des appuis bénéficiant au pays d'AFW</p> <p>Evaluation de la situation des pays dans l'élaboration des comptes nationaux</p>

**Encadré 6. Le développement des comptes nationaux trimestriels (CNT):
enjeux, obstacles, résultats.**

Les dix pays couverts par AFW sont engagés dans le développement des statistiques de comptabilité nationale afin de renforcer les outils disponibles pour la gestion des politiques macroéconomiques. Le projet d'élaboration des CNT contribue à cet effort en mettant à la disposition du système statistique national (SSN) et des décideurs des informations sur les évolutions à court terme des secteurs activités économiques et ainsi améliorer le suivi des politiques mises en œuvre. Au niveau de l'UEMOA, les CNT permette le suivi trimestriel des critères de convergence. AFW appuie quatre pays pour l'élaboration des CNT dans le cadre de projets pluriannuels d'assistance technique (PPAT): le Sénégal depuis 2008, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire depuis 2011, et le Mali depuis 2014. Cette assistance est étroitement coordonnée avec AFRISTAT et l'INSEE (France).

Pour conduire les projets, AFW a mis en œuvre un cadre de travail basé sur la gestion axé sur les résultats. Les premiers missions ont examiné les conditions de faisabilité des CNT, identifié les résultats, proposé les activités et les moyens, souligné les risques pouvant menacer le projet et les mesures d'atténuation à envisager. L'instabilité sociopolitique dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest a conduit à l'extension du projet au-delà de deux années, durée initiale prévue. Les résultats obtenus sont fragilisés par certaines difficultés dans le cadre institutionnel dans les pays et le dispositif des données de base. Aucun pays n'a encore formellement mis en place un comité des CNT pour faciliter leur appropriation et assurer un cadre de validation des données sources et des résultats. En revanche le Sénégal a opté pour un réseau de points focaux dans les ministères. Les dispositifs de collecte sont encore faibles notamment pour le calcul d'un indice du chiffre d'affaire ou le suivi des activités du secteur primaire et du secteur informel. L'indisponibilité des comptes nationaux annuels (CNA) dans les délais acceptables a conduit à inclure des appuis à l'élaboration des CNA provisoires notamment au Burkina Faso et au Mali.

Grâce aux appuis d'AFW des résultats encourageants ont été obtenus. Les instituts nationaux de la statistique (INS) ont mis en place une base de données des indicateurs mensuels ou trimestriels pour les secteurs d'activité. Ils disposent de notes sur les sources de données et les méthodes d'élaboration des CNT. Le séminaire AFW de janvier 2015 a d'ailleurs permis d'harmoniser les méthodes de travail utilisées dans les pays. Trois des pays suivis par AFW disposent déjà d'une série des PIB trimestriels aux prix constants. Les pays disposent à des degrés variables de ressources humaines formées capable d'élaborer les CNT. Des transferts d'expérience ont pu être réalisés grâce au recrutement d'experts parmi les pays les plus avancés (Sénégal) pour participer aux missions dans les autres pays.

Pour l'année fiscale 2016, AFW poursuivra ses appuis aux développements des CNT notamment pour le renforcement des capacités des cadres, le respect des délais de diffusion et l'élimination des effets saisonniers PIB trimestriels.

V. GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

A. Les principaux axes de l'assistance technique

Le programme d'assistance technique de l'exercice financier 2015 est fondé sur les objectifs stratégiques suivants :

- le renforcement du cadre de formulation et de mise en œuvre de la politique d'emprunt ;
- le renforcement du cadre organisationnel de l'unité de gestion de la dette ;
- le développement des capacités d'intervention sur le marché des titres publics ;
- le renforcement des capacités d'analyse et opérationnelles des entités en charge de la gestion de la dette publique ;
- le développement du marché des titres publics dans l'UEMOA ;
- l'appui à la mise en place et l'opérationnalisation de l'Agence UMOA-Titres.

B. Activités réalisées et résultats

Le Centre a conduit 12 missions au cours de l'exercice financier 2015, en baisse par rapport à l'exercice précédent (20 missions en 2014). En volume horaire, le programme de travail a totalisé 42 semaines-personne contre une prévision de 68 semaines-personne, soit un taux d'exécution de 62% (89% en 2014). La baisse du taux d'exécution est principalement due aux reports de plusieurs missions au premier semestre en raison des ennuis de santé de l'ancien conseiller résident et de la situation sanitaire en Guinée. Le retard d'exécution a été partiellement comblé au deuxième semestre avec l'arrivée du nouveau conseiller. Le taux d'exécution du programme révisé en novembre 2014 s'établit à 100 %.

Tableau 19: Gestion de la dette publique - Synthèse des activités, mai 2014 - avril 2015

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Nombre de missions du conseiller	22	14	-8
Nombre de missions d'expert court terme (hors séminaire)	24	15	-9
Nombre de séminaires régionaux	0	0	0
Autres activités (incluant temps de préparation)	22	13	-9
Total des activités de la période	68	42	-26

Au plan régional

L'intervention du centre a principalement porté sur le soutien à l'opérationnalisation de l'Agence UMOA-Titres. Les activités réalisées au cours de l'exercice financier ont porté sur les axes relatifs à l'appui à l'opérationnalisation de la fonction de spécialiste en valeurs du Trésor (SVT) et à la mise en place des politiques nationales d'émission de titres publics par les pays de l'UMOA (Encadré 7).

Encadré 7. Le démarrage de l'Agence UMOA-Titres

Dans le cadre des réformes engagées pour le développement du marché régional des titres d'État, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a créé en mars 2013 une agence d'appui à l'émission des titres publics dans l'UMOA (Agence UMOA-Titres). L'Agence apporte son assistance aux Trésors nationaux pour : (i) le renforcement de leurs capacités de mobilisation de ressources financières ; (ii) la programmation et la coordination de leurs interventions sur les marchés de capitaux ; (iii) la promotion de leurs titres auprès des investisseurs ; (iv) la gestion opérationnelle des émissions, et ; (v) le placement de leur excédent de trésorerie. L'Agence a démarré officiellement ses activités le 5 septembre 2013.

Pour appuyer les réformes entreprises par la BCEAO, l'AFRITAC de l'Ouest a mis en place en janvier 2014 un PPAT au profit de l'Agence pour aider à son opérationnalisation rapide. Le PPAT comporte trois volets : (i) l'appui à l'adaptation du cadre juridique et réglementaire pour le marché des titres d'État ; (ii) l'appui à la définition des politiques nationales d'émission par les États, et ; (iii) l'appui à l'opérationnalisation de la fonction de spécialiste en valeurs du Trésor (SVT).

L'assistance technique du centre a permis l'élaboration d'un guide de bonnes pratiques en matière d'émission de titres. Le guide est un recueil de bonnes pratiques auxquelles les Trésors nationaux pourront se référer pour préparer et gérer leurs émissions de titres publics.

L'adoption de ces pratiques par les États est une étape importante vers l'harmonisation du processus de programmation et de gestion des émissions de titres d'État.

En outre, le centre a appuyé l'Agence à définir les critères qui sont actuellement utilisés pour la sélection des SVT. Il a aussi formulé des conseils en matière d'adaptation à apporter aux obligations et privilèges qui s'appliqueront aux SVT. Les SVT sont des institutions financières spécialisées dont le rôle est d'acheter les titres auprès des Trésors et de les revendre aux autres investisseurs. La mise en place du réseau de SVT fait partie des réformes entreprises par la BCEAO.

Pour assurer une meilleure coordination de l'assistance technique fournie à l'Agence, le centre est en contact avec le nouveau Conseiller résident du Trésor américain. L'Agence est également informée des conseils fournis par le centre aux États membres dans le cadre de ses missions d'assistance technique relatives aux émissions de titres publics.

Les activités effectuées dans le cadre de l'appui à l'opérationnalisation de la fonction de SVT (7 semaines-personne) ont permis d'identifier les améliorations à apporter : (i) au cahier de charges et à l'instruction de la BCEAO relative aux règles applicables aux SVT, et ; (ii) aux modalités envisagées par l'AUT pour l'application de certains privilèges des SVT.

S'agissant de l'axe relatif à la mise en place des politiques nationales d'émission de titres publics par les pays de l'UMOA, l'appui du centre a permis de finaliser le guide de bonnes pratiques en matière d'émission de titres publics. Ce guide constitue un cadre de référence auquel les Trésors nationaux pourraient se référer pour préparer et gérer leurs émissions de titres publics.

Les principaux résultats par bénéficiaire sont synthétisés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 19. Principaux résultats obtenus en gestion de la dette publique

Pays	Activités	Résultats
Bénin	Appui à l'élaboration de la politique d'endettement	✚ Un document de politique d'endettement a été rédigé et soumis aux autorités.
Burkina-Faso	Appui à l'amélioration des pratiques d'émission en matière de titres publics	✚ Les cadres se sont approprié certaines pratiques en matière d'émission de titres publics. ✚ Un calendrier de mise en œuvre des améliorations a été proposé aux autorités
Mali	Appui au renforcement de la qualité des données de la dette publique	✚ Un projet de procédures de validation de la base de données a été élaboré ✚ Le personnel de la Direction Générale de la Dette est en mesure de poursuivre la correction des erreurs dans la base de données
Mauritanie	Appui à la mise en place de la structure unique de gestion de la dette publique	✚ Un projet de réorganisation des services de gestion de la dette a été soumis aux autorités
Niger	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	✚ Les cadres se sont familiarisés avec le processus de l'AVD et se sont approprié l'outil du CVD
Sénégal	Appui à la formulation d'un cadre légal et institutionnel propice à la formulation, la mise en œuvre et à l'évaluation de stratégies de dette à moyen terme	✚ Un document de politique de gestion de la dette a été rédigé, validé par le comité national de la dette publique. Il est en cours d'approbation par le Conseil des Ministres.
Togo	Appui à l'amélioration des pratiques d'émission en matière de titres publics	✚ Les cadres se sont approprié certaines pratiques en matière d'émission de titres publics. ✚ Un calendrier de mise en œuvre des améliorations a été proposé aux autorités

VI. SUPERVISION ET RESTRUCTURATION BANCAIRES

A. Les principaux axes de l'assistance technique

Les missions du centre s'articulent autour des objectifs suivants :

- renforcement de l'efficacité de la supervision bancaire ;
 - mise en conformité avec les principes fondamentaux du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace ;
 - adaptation et mise à niveau des textes réglementaires (transposition de Bâle II/III et autres normes prudentielles, contrôle interne, gouvernance, règles comptables bancaires...) ;
 - organisation des contrôles sur pièces et sur place ;
 - élaboration des outils nécessaires aux surveillances micro-prudentielle (supervision basée sur les risques) et macro-prudentielle ;
 - actions de formation.
- optimisation des interventions des Etats dans la restructuration des banques en difficulté :
 - analyse de la situation d'établissements bancaires et financiers en difficulté, recommandations pour la résolution des crises, suivi des plans d'action ;
 - élaboration et appui à la mise en œuvre de cadres de prévention et de résolution des crises bancaires ;
 - actions de formation.

B. Activités réalisées et résultats

Activités

L'exécution du programme de l'AF 2014/2015 est conforme à la budgétisation initiale. Il est à noter qu'AFW a bénéficié d'une prise en charge budgétaire par MCM de plusieurs missions effectuées auprès de différents bénéficiaires (soit un total de 9 semaines de missions ECT) compte tenu des ressources financières limitées du centre au moment de la programmation initiale. Un total de 51 semaines de missions sur site ont été effectuées (27 pour le CR, 24

pour les ECT), au lieu de 44⁹ prévues. Cette augmentation du nombre de missions a pu être réalisée grâce à la compression du travail consacré par le CR à la préparation et au suivi des missions sur 17 semaines au lieu des 24 semaines prévues.

Une réaffectation des ressources a été opérée entre les bénéficiaires en cours d'année fiscale. Les missions programmées en faveur de la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) n'ont pu se dérouler comme prévu compte tenu des conditions sanitaires (maladie à virus Ebola) ; seules trois semaines de mission ont été réalisées à distance par un ECT (sur un total de huit semaines de missions programmées). A contrario, les missions d'appui à la BCEAO dans le cadre du projet de transposition des accords de Bâle II et Bâle III ont été augmentées. Ainsi, ce projet a absorbé à lui-seul 47% des moyens du domaine. Les activités au profit de la Banque centrale de Mauritanie (BCM) ont été réalisées comme prévu.

Résultats au plan régional

- Projet de transposition de Bâle II/III dans l'UMOA

Neuf missions ont été effectuées (mobilisant 16 semaines sur site du CR et 9 d'ECT) par AFW concernant ce projet. Le taux d'avancement de PPAT ressort à 12%. Ce faible taux s'explique par les délais qui ont été nécessaires pour le renforcement des effectifs dédiés au projet au sein de la BCEAO. Toutefois, plusieurs tâches du PPAT ont été effectuées au cours de l'année fiscale :

- rédaction d'une étude sur l'état de préparation des banques au passage à Bâle II et à Bâle III ;
- réalisation d'une étude d'impact sur les fonds propres dans le cadre de la transposition de Bâle III ;
- formalisation des orientations pour la mise en œuvre d'une supervision sur base consolidée et l'assujettissement des groupes bancaires contrôlés par des sociétés holdings non réglementées ;
- préparation et formation des banques pour l'étude d'impact sur les exigences en fonds propres (pilier 1 de Bâle II).
- assistance au projet de la BCEAO en vue d'introduire les IFRS dans l'UMOA

Au cours de l'année fiscale, la BCEAO a formalisé une demande d'assistance technique auprès d'AFW pour l'accompagner dans son projet de modernisation du plan comptable bancaire, et plus précisément concernant la partie relative à l'introduction des normes

⁹ Dont 8 semaines de missions MCM

comptables IFRS pour les banques de l'UMOA. Une première mission d'une semaine a été effectuée par le CR et a consisté à appuyer la BCEAO pour la finalisation d'une note d'orientation sur les modalités possibles d'adoption des IFRS dans la région.

- Formations à la BCEAO et au Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA (SGBCU)

Le conseiller résident a animé une formation au COFEB (le centre de formation de la BCEAO à Dakar), d'une durée de deux jours et demi, sur les normes comptables IFRS. Compte tenu du thème et de la durée de la formation, l'objectif consistait à donner aux participants les grands principes des normes comptables internationales s'appliquant dans le secteur financier.

Comme lors des années précédentes, des actions de formation ont été dispensées auprès du personnel du SGCBU. Des représentants de la BCRG et de la BCM ont participé à l'une d'entre elles. Cette année, les formations ont porté d'une part, sur le contrôle des systèmes d'information des banques et des opérations de monétique, et d'autre part sur la gestion des risques au sein des établissements de crédit. Ces formations ont été orientées pour que les enseignements apportés puissent être utilisés directement par les bénéficiaires dans le cadre de leurs travaux de contrôle sur pièces et sur place. S'inscrivant dans la démarche de développement d'une supervision basée sur les risques, elles avaient pour but de renforcer les capacités des participants à évaluer la qualité des dispositifs de mesure et de contrôle des risques mis en œuvre par les établissements de crédit.

- Surveillance des groupes bancaires panafricains

Le Conseiller résident a accompagné une mission de MCM, qui a visité plusieurs régions du continent africain, lors de ses déplacements au sein de l'UEMOA (Togo, Côte d'Ivoire, Sénégal). Le but de cette mission consistait à évaluer l'évolution des groupes bancaires pan africains ainsi que les pratiques développées par les superviseurs pour leur surveillance. Elle a permis à AFW de s'informer sur les méthodes de supervision développées par la BCEAO pour la supervision des groupes bancaires transfrontaliers et d'évaluer les besoins en matière d'assistance technique dans ces domaines. Les informations collectées lors de cette mission seront notamment exploitées dans le cadre de l'assistance technique apportée par AFW au projet de transposition de Bâle II/III, et plus particulièrement pour le volet relatif à la supervision sur base consolidée.

- Participation à la mission du département AFR sur les institutions régionales

Comme lors des années précédentes, le CR a participé à la mission du département AFR sur les institutions régionales au titre de l'article IV. Plus particulièrement, il a assisté aux réunions organisées au Secrétariat général de la Commission bancaire de l'UMOA et à la BCEAO. L'objectif de cette participation pour le CR est de se tenir informé des évolutions

réglementaires et opérationnelles en matière de contrôle bancaire pour déterminer les besoins d'assistance technique dans son domaine d'intervention.

Résultats par pays

Tableau 20. Principaux résultats obtenus de l'AT

Pays	Activités	Résultats
Côte d'Ivoire	Une mission (3 semaines sur site) a été conduite par le CR sur les conséquences pour le système bancaire de la centralisation du compte unique du Trésor à la BCEAO	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des conséquences globales sur le système bancaire ivoirien Evaluation de l'impact du transfert des comptes sur la trésorerie et la liquidité des banques à travers notamment une simulation du coefficient de liquidité des banques concernées Formulation de recommandations pour une bonne transition
Guinée	Une mission (financée par le département MCM pour le compte d'AFW) pour un total de trois semaines a été effectuée à distance par un expert court terme	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation du projet d'instruction relatif au gouvernement d'entreprise dans les établissements de crédit Rédaction d'un projet d'instruction sur l'audition des dirigeants, dans le cadre d'entretiens réguliers, de situations d'infraction, ou de procédures Rédaction d'un guide méthodologique définissant les principaux critères à analyser pour l'instruction d'un dossier d'agrément en qualité d'établissement de crédit
Mauritanie	Cinq missions sur site (4 semaines CR et 6 ECT) ont été conduites	<ul style="list-style-type: none"> Finalisation du projet de révision de l'instruction relative au classement et au provisionnement des actifs en souffrance. Assistance à l'organisation du recrutement de 14 inspecteurs pour la supervision des établissements de crédit Analyse de situation d'établissements en difficultés et formulation de recommandations Lancement du processus de révision de la loi portant réglementation bancaire

Guinée.

Compte tenu des conditions sanitaires du pays pendant l'AF, le programme n'a été que partiellement. Des travaux ont cependant été entrepris à distance sur différents aspects réglementaires, notamment sur des projets d'instruction sur le gouvernement d'entreprise au

sein des établissements de crédit et sur les auditions des dirigeants. Un guide méthodologique sur les modalités d'instruction des demandes d'agrément de nouveaux établissements de crédit a également été formalisé.

Mauritanie.

Une mission en Mauritanie a permis de finaliser le projet d'instruction sur le classement et le provisionnement des créances qui a par la suite été promulgué par la Banque Centrale de Mauritanie. Sur recommandations d'AFW, la supervision bancaire mauritanienne a été renforcée de quatorze inspecteurs recrutés à l'extérieur, permettant un renforcement des capacités de la supervision de la BCM et de mieux exploiter l'assistance technique apportée par le centre. Une part importante des missions a été consacrée à l'analyse de la situation d'établissements de crédit en difficultés ainsi qu'à l'examen des causes et conséquences du retrait d'agrément d'une banque. Le processus de révision de la loi portant réglementation bancaire a été largement entamé par AFW au cours de l'année fiscale, mais n'a pas pu être achevé compte tenu de l'ampleur de ce projet. Le taux d'avancement du plan d'action, qui a été révisé au cours de l'année fiscale, ressort à 56%.

Côte d'Ivoire.

En Côte d'Ivoire, la mission avait pour objectif de réaliser une étude sur l'impact du transfert des comptes de l'État ouverts dans les banques commerciales vers le Compte Unique du Trésor ouvert à la BCEAO. Dans ce cadre, elle a cherché à mesurer les incidences de ces transferts sur le système bancaire en général, et sur les banques commerciales concernées en particulier, notamment au niveau de leur trésorerie et de leur liquidité. A partir des résultats de l'étude, des recommandations ont été formulées par la mission.

Tableau 21: Supervision et restructuration bancaire - synthèse des activités,
mai 2014- avril 2015 en semaines personnes

Visites sur sites	Activités prévues	Réalisées	Ecart
Missions du conseiller	22	27	+5
Missions d'expert court terme (hors séminaire)	14	24	+10
Séminaires régionaux	0	0	0
Autres activités ¹⁰	24	16	-8
Total des ressources affectées	60	67	+7

¹⁰ Concerne essentiellement le temps alloué à la rédaction des Termes de référence des missions, des notes techniques et au backstopping

VII. ANALYSE ET PREVISIONS MACROECONOMIQUES

A. Les principaux axes de l'assistance technique

Les missions du centre s'articulent autour des objectifs suivants :

- Mise à niveau des dispositifs institutionnels ;
- Amélioration des dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévision des recettes fiscales ;
- Amélioration des modèles de cadrage macroéconomique, de simulation de chocs externes ou d'impacts de politique économique
- Renforcement des capacités, identification et partage des bonnes pratiques régionales et internationales dans le domaine APM

B. Activités réalisées et résultats

Activités

Au cours de l'année fiscale 2015, et conformément au programme de travail provisoire adopté en novembre 2014, les activités du domaine analyse et prévisions macroéconomiques ont été effectuées sur la période janvier - avril 2015 et ont porté sur le diagnostic et l'évaluation des besoins dans ce domaine de huit des dix États membres ainsi que de la Commission de l'UEMOA. Ce diagnostic s'est ainsi articulé autour de i) l'examen du cadre institutionnel et stratégique d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques macroéconomiques du pays ou de l'institution; ii) le recueil des besoins de renforcement de capacité des administrations et autres institutions en charge des analyses et prévisions macroéconomiques; iii) l'examen des modèles de prévision macroéconomiques ainsi que des modèles de prévisions des recettes des régies financières existants ; et, iv) les échanges avec les partenaires financiers et techniques sur leurs interventions dans le domaine de l'amélioration de l'analyse économique.

Deux missions prévues ont été reportées en Guinée en raison des contraintes sanitaires du pays et en Côte d'Ivoire pour des raisons de calendrier. Elles devraient être effectuées au premier trimestre de l'AF 2016.

De plus, parallèlement à sa mission d'évaluation des besoins du pays dans le domaine APM, le CR a participé à la mission du département AFR sur l'intégration du TOFE, élaboré selon le MSFP2001/14, dans le cadrage macroéconomique du Sénégal.

Tableau 22. Analyse et Prévision Macroéconomiques - synthèse des activités
(janvier à avril 2015)

Type d'activités	Activités prévues	Réalisées	Écarts
Missions du conseiller sur site	10	6.5	-3.5
Missions d'experts court terme (hors ateliers régionaux)	0	0	0
Ateliers régionaux	0	0	0
Autres activités régionales	0	0	0
Autres activités (incluant temps de préparation)	5	4.5	-0.5
Total des activités de la période	15	11	-4

Principaux résultats

Les principaux résultats de ces missions ont été : i) le recensement des pistes d'amélioration du dispositif d'élaboration des analyses et des prévisions macroéconomiques ; ii) l'esquisse des besoins d'assistance technique et de développement des capacités dans le domaine APM; et iii) l'identification des axes prioritaires d'interventions d'AFW dans ce domaine pour l'AF2016.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Administration douanière

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Bénin	Gestion automatisée du risque	Évaluation du système transitoire	T1	1		2	3	1		2	3	100%	
Pluriannuel ¹	Bénin	Gestion automatisée du risque	Évaluation du système transitoire	T3	1		1	2	1		1	2	100%	
Ponctuel	Bénin	Modernisation des douanes	Mise en place du contentieux informatisé	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Bénin	Modernisation des douanes	Mise en place du contentieux informatisé	T3	1		2	3	0	0	0	0	0%	Remplacé par une deuxième mission sur l'évaluation du système
Pluriannuel	Burkina Faso	Gestion automatisée du risque	Évaluation du projet	T2	1		2	3	1		1	2	67%	décalée en T4/disponibilité expert
Ponctuel	Burkina Faso	Modernisation des douanes	CAD manuel de procédures	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Gestion automatisée du risque	Évaluation du projet	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	

¹ Les programmations à mi-année sont en bleu. T1=mai,juin,juillet; T2=août,septembre,octobre;T3=novembre,décembre,janvier;T4=février,mars,avril.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Administration douanière
Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif /	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Gestion automatisée du risque	Correction et ajustement du projet	T3	1		1	2	1		1	2	100%	Exécutée en T4.
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Gestion automatisée du risque	Clôture du projet	T4	1		2	3	1		2	3		
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Modernisation des	Renseignement (méthodologie)	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Modernisation des douanes	Renseignement (suite)	T4	1		4	5	1		4	5		
Ponctuel	Guinée-Bissau	Modernisation des douanes	Établissement de la valeur	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Mali	Gestion automatisée du risque	Évaluation du système transitoire	T4	1		2	3	0	0	0	0	0%	pas d'expert de disponible
Ponctuel	Mali	Modernisation des douanes	Mise en place du contentieux informatisé	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Mauritanie	Modernisation des douanes	Établissement de la valeur	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Sénégal	Modernisation des douanes	Transit et scanner	T3	1	2		3	1	2		3	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Administration douanière
Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaire	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif /	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Sénégal	Gestion automatisée du risque	Évaluation du système transitoire	T2	1	2	2	5	1	1	1	3	60%	
Ponctuel	Togo	Modernisation des douanes	Renforcement de la gestion du risque(Profil)	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Togo	Modernisation des douanes	Renforcement de la gestion du risque	T4				0	1		2	3		
Diagnostic	Côte d'Ivoire		Participation à une mission diagnostic	T4	1		2	3	1	2		3	100%	Décembre 2014
Atelier	Régional	Gestions du risque en douane	formation dispensée	T4				0	2	1	2	5		
Programme initial					15	24	22	61	20	22	32	74	121%	
Programme révisé					21	21	38	80	20	22	32	74	93%	

Administration fiscale

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Bénin	Centres des Impôts des moyennes entreprises (CIME)	Élargissement du fichier de la DICME	T4	0.5	0	2	2.5	0.5	1	2	3.5	140%	Resultats atteints
Pluriannuel	Bénin	Centres des Impôts des moyennes entreprises (CIME)	la rédaction du manuel est en cours.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Resultats atteints
Ponctuel	Burkina Faso	Consolidation du processus de segmentation et élargissement de l'assiette	Renforcement de la gestion des moyennes entreprises	T2	0.5	2	0	2.5	0.5	2		2.5	100%	Mission ponctuelle en lieu et place d'une mission conjointe AFRITAC- FAD
ponctuel	Burkina Faso	renforcement de la gestion des moyennes entreprises	elargissement du fichier du CME et gestion des restes à recouvrer	T4	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Ameliorer la securisation des recettes fiscales	Amélioration de la comptabilisation des recettes	T2	1	1	2	4	1	1	2	4	100%	Resultats atteints
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Centre pilote des moyennes entreprises à Abidjan	Appui à la gestion des moyennes entreprises	T3	1	2	2	5				0	0%	mission annulée à la demande de la DGI
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Renforcement des operations fiscales de la DGI	Contrôle fiscal basé sur l'analyse de risque	T4	0.5	2	2	4.5	0.5	2	2	4.5	100%	Changement du thème d'intervention à la demande de la CIV
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Améliorer la gestion de la TVA	Améliorer le suivi des obligations fiscales en matière de TVA	T1	0.5	0	2	2.5	0.5	0	2	2.5	100%	Résultats atteints
Ponctuel	Guinée	Gestion des restes à recouvrer (RAR)	Appui à la gestion des RAR et à la comptabilisation des recettes	T4	1	0	2	3				0	0%	Annulation due à la situation sanitaire
Ponctuel	Guinée	Centre pilote des moyennes entreprises à	Appui à la gestion des moyennes entreprises	T2	0.5	2	0	2.5				0	0%	Annulation due à la situation sanitaire

Administration fiscale
Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Renforcement des capacités de l'administration fiscale	Renforcement des opérations fiscales	T2	0.5	2	0	2.5	0.5	2		2.5	100%	Résultats atteints
Pluriannuel	Guinée-Bissau	suivi des recommandations de la mission de septembre	Renforcement des opérations fiscales	T3	1		2	3	1		2	3	100%	Mission exécutée en T4.
Pluriannuel	Mali	Direction des moyennes entreprises (DME)	Mise en œuvre de l'organisation par tâches dans les services de gestion de la DME	T1	0.5	2	0	2.5	0.5	2		2.5	100%	Participation à la mission du département des finances publiques
Pluriannuel	Mali	Direction des moyennes entreprises (DME)	Elargissement du fichier du CME (PPAT)	T2	0.5	0	2	2.5	0.5	0	2	2.5	100%	Resultats atteints
Pluriannuel	Mali	Direction des moyennes entreprises (DME)	Elargissement du fichier du CME (PPAT)	T4	0.5	0	2	2.5	0.5	0	2	2.5	100%	Expert regional
Pluriannuel	Mauritanie	Direction des moyennes entreprises (DME)	Renforcement des opérations de la DMEN (PPAT)	T4	0.5	0	2	2.5	0.5	0	2	2.5	100%	Expert regional
Pluriannuel	Niger	Direction des moyennes entreprises (DME)	Renforcement des opérations de la DME (PPAT)	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	mission executée en T4
Pluriannuel	Niger	Direction des moyennes entreprises (DME)	Renforcement des opérations de la DME (PPAT)	T2	1	2	2	5	1	0	2	3	60%	Mission en réserve exécutée en lieu et place de la Guinée
Pluriannuel	Sénégal	Renforcement du centre des moyennes entreprises pilote (CME)	Seminaire de formation sur le management des services operationnels (PPAT)	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Administration fiscale

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Togo	Elaboration d'une nouvelle strategie pour l'administration du revenu	Plan d'action pour la modernisation de l'administration du revenu	T1	0.5	2	0	2.5	0.5	2	0	2.5	100%	Participation à la mission FAD
Pluriannuel	Togo	Actualisation du PPAT sur les moyennes entreprises	Definition des axes prioritaires d'intervention	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Expert regional
Seminaire	Regional	Creation du groupe de travail regional sur le controle fiscal des	Plan de travail du groupe élaboré et validé	T2	2	1	0	3	2	1	0	3	100%	Résultats atteints
Seminaire	Regional	Lancement des activités du groupe de travail	Elaboration d'un état synoptique des points de desaccord ainsi que les positions des administrations fiscales et des entreprises privees	T4	2	1	3	6						reporté en AF 2016
Programme initial					22	24	22	68	15	23	28	66	97%	
Programme révisé					19	27	33	79	15	23	28	66	84%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion des dépenses publiques

Budget

Exécution au 30 avril 2015

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'interventio	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmée	
Ponctuel	Bénin	Réformes budgétaires	Les autorités sont appuyées dans la mise en oeuvre des autorisations d'engagement et de crédits de paiement	T3	1	1	1	3	1	1	1	3	100%	
Pluriannuel	Burkina Faso	Mise en oeuvre des budgets-programmes	Amélioration de la couverture et du suivi des opérateurs dans les BP.	T2	0.5	2	2	4,5	1	2	2	5	111%	
Pluriannuel	Burkina Faso	Mise en œuvre des autorisations d'engagement (AE).	La gestion pluriannuelle des investissements à travers les autorisations d'engagement (AE) et les crédits de paiement (CP) est conforme aux dispositions des directives de l'UEMOA.	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Systèmes d'information (SI) budgétaires	Les autorités sont appuyées dans le pilotage de la réforme du SI budgétaire afin que celui-ci corresponde aux besoins des nouvelles règles de gestion.	T3	0.5	0	2	2.5	0.5	0	2	2.5	100%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Systèmes d'information (SI) budgétaires	Les autorités sont appuyées dans le pilotage de la réforme du SI budgétaire afin que celui-ci corresponde aux besoins des nouvelles règles de gestion	T1	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion des dépenses publiques

Budget

Exécution au 30 avril 2015

Exécution du 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmée	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Nomenclature budgétaire	La DRB/MGP est appuyée dans la codification détaillée de la NBE conformément au Budget Programme.	T2	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	Mission exécutée en T3
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Macro Processus budgétaires	Les macro processus budgétaires sont élaborés et validés en rapport avec les directions métiers	T3	0	0	0	0	1	0	1	2		Demande ponctuelle des autorités.
Pluriannuel	Guinée	Masse salariale.	Les autorités disposent d'un outil et de méthodes fiables pour préparer le budget des dépenses de personnel.	T1	1	0	2	3	0	0	0	0	0%	Annulée en raison de la situation sanitaire. Pas de réponse des autorités pour un séminaire à Abidjan pour les cadres guinéens.
Pluriannuel	Guinée	Masse salariale.	Les autorités disposent d'un outil et de méthodes fiables pour préparer le budget des dépenses de personnel.	T3	1	0	2	3	0	0	0	0	0%	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Exécution du budget	Les procédures d'exécution de la dépense son rationalisées	T3	1	2	2	5	0	0	0	0	0%	Aucune réponse de la part des autorités
Pluriannuel	Mali	Formation AE/CP	Mise en oeuvre du PPAT sur les AE/CP: les équipes sont formées pour préparer une annexe informative au PLF 2015.	T1	1	1	1	3	1	2	1	4	133%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion des dépenses publiques

Budget

Exécution au 30 avril 2015

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'interventio	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmée	
Pluriannuel	Mali	Elaboration échéanciers AE/CP	Mise en oeuvre du PPAT sur les AE/CP : une annexe informative au PLF 2015 est produite et revue.	T2	1	2	2	5	1	1	2	4	80%	
Pluriannuel	Mali	Masse salariale	Un diagnostic du système de gestion des dépenses de personnel est établi et un PPAT pour le pilotage de la masse salariale est adopté	T4	0.5	0	2	2.5	1	1	2	4	160%	Participation du nouveau Conseiller. Cette activité se poursuivra dans le cadre d'un PPAT
Pluriannuel	Mali	Système d'information (SI) budgétaire	Les autorités sont appuyées dans le piotage de la réforme du du SI budgétaire PRED-5 afin que celui-ci corresponde aux besoins des nouvelles règles de gestion.	T2	1	1	1	3	0	0	0	0	0%	Remplacé par un atelier technique sur la validation des critères de désignation des RPROG
Ponctuel	Mali	Atelier technique sur la validation des critères de désignation des RPROG	Les rôles et responsabilités des acteurs de programme sont définis et les critères de leur désignation validés	T3	1	1	1	3	1	1	1	3	100%	
Ponctuel	Niger	Réformes budgétaires	Les autorités sont appuyées dans la mise en oeuvre des autorisations d'engagement et de crédits de paiement	T2	1	2	2	5				0	0%	Reportée en AF 2016 à la demande des autorités
Pluriannuel	Sénégal	Masse salariale.	Les cadres se sont appropriés l'outil et la méthodologie de budgétisation de la masse salariale	T3	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	L'outil est opérationnel, mais les données ne sont pas totalement disponibles

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion des dépenses publiques

Budget

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmée	
Ponctuel	Sénégal	CDMT - cadrage	Les autorités sont appuyées dans la mise en oeuvre d'un cadrage budgétaire conforme aux innovations des directives UEMOA.	T3	1	2	2	5	1	1	2	4	80%	
Pluriannuel	Togo	CDMT	Les cadres du budget sont appuyés dans l'exercice d'élaboration du cadrage budgétaire pour le PLF 2015.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Togo	PIP	Les cadres des ministères des finances et du plan sont appuyés dans l'élaboration du PIP pour la préparation du PLF 2015.	T1	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Pluriannuel	Togo	Participation au séminaire FAD sur la nouvelle LOLF togolaise	Les autorités sont sensibilisées aux enjeux et défis des nouvelles réformes et une feuille de route pour la mise en œuvre des nouvelles réformes est élaborée	T3	0	0	0	0	1	1	0	2		Activité ponctuelle à la demande de FAD. Nouvelle mission
Ponctuel	Organisations régionales	Atelier AE/CP (UEMOA)	Participer à l'animation de l'atelier ainsi qu'à la formation des cadres présents.	T1	1	1	0	2	1	1	0	2	100%	
Ponctuel	Organisations régionales	Réunion annuelle de l'Observatoire des FP de l'UEMOA	Un appui est apporté à la mise en œuvre des directives.	T2	0.5	1	0	1.5	0.5	1	0	1.5	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion des dépenses publiques

Budget

Exécution au 30 avril 2015

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'interventio	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmée	
Ponctuel	Organisations régionales	Réunion du réseau des praticiens	Un appui est apporté à la mise en œuvre des directives.	T4	0.5	1	0	1.5	0.5	1	0	1.5	100%	
Ponctuel	Organisations régionales	Rédaction de la fiche technique sur la NBE	Un appui est apporté à l'appropriation des directives et à la diffusion des concepts.	T2	3	0	1	4	1	0	3	4	100%	
Ponctuel	Organisations régionales	Rédaction de la fiche technique sur les coûts	Un appui est apporté à l'appropriation des directives et à la diffusion des concepts.	T4	3	0	1	4	0	0	0	0	0%	Reprogrammée en AF 2016
Séminaire	Régional	Atelier sur la nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE)	Les capacités des pays sont renforcées sur les défis de la mise en œuvre de la NBE préconisée par les directives de l'UEMOA.	T3					2	1	3	6		
Programme initial					25	18	25	68	20.5	18	32	70.5	104%	
Programme révisé					24	21	36	81	20.5	18	32	70.5	87%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion des dépenses publiques

Comptabilité et trésor

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmée	
Pluriannuel	Bénin	Comptabilité en droits constatés.	Préparation à la transitoin vers la comptabilité en droits constatés. PCE 2.	T4	1	2	2	5	1		2	3	60%	
Ponctuel	Bénin	Gestion de trésorerie	Compte unique du Trésor.	T4	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Comptabilité en droits constatés.	Améliorer la balance générale des comptes.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Comptabilité en droits constatés.	Améliorer la comptabilisation des recettes.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Mali	Comptabilité générale de l'Etat.	Mise en œuvre du nouveau référentiel comptable dans le cadre du PPAT, PCE 1.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Mali	Comptabilité en droits constatés.	Rédaction du Recueil des normes comptables de l'Etat, RNCE 1.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Mauritanie	Comptabilité en droits constatés.	Relance du chantier de la comptabilité en droits constatés.	T4	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Ponctuel	Organisations régionales	Comptabilité en droits constatés.	Appui à la Commission UEMOA pour le suivi de l'application de la directive PCE 1.	T1	1	1	2	4	1	1	2	4	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion des dépenses publiques

Comptabilité et trésor

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'interventio	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmée	
Ponctuel	Organisations régionales	Comptabilité en droits constatés.	Appui à la Commission UEMOA pour le suivi de l'application de la directive PCE 2.	T2	1	1	2	4	1	1	2	4	100%	
Ponctuel	Organisations régionales	Comptabilité générale de l'Etat	Rédaction d'un working paper pour la Commission de l'UEMOA.	T4	3	0	0	3	3	0	0	3	100%	
Séminaire	Régional	TOFE base balance et TOFE UEMOA 2009 (MSFP 2001)	appui apporté au séminaire	T2						1		1		Participation à l'animation du séminaire sur le TOFE, notamment sur les relations entre le TOFE et la balance générale des comptes.
Séminaire	Régional	Comptabilité en droits constatés.	Séminaire régional réalisé	T3	2	1	2	5	2	1	2	5	100%	
Ponctuel	Sénégal	CUT	Consolidation du CUT.	T3	1	2	2	5	1		2	3	60%	la mission CUT a été remplacée par une mission Comptabilité en droits constatés à la demande des autorités
Pluriannuel	Togo	Gestion de trésorerie	Amélioration des canevas, des procédures et du cadre institutionnel des PPM/PE.	T3	1	2	0	3	1	2		3	100%	
Pluriannuel	Togo	Gestion de trésorerie	Amélioration des canevas, des procédures et du cadre institutionnel des PPM/PE.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Pluriannuel	Togo	Gestion de trésorerie	Amélioration du plan de trésorerie.	T4	1	2	2	5	1	0	2	3	60%	
			Programme initial		18	23	24	65	18	18	24	60	92%	
			Programme révisé		21	22	32	75	18	18	24	60	80%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

Statistiques de finances publiques

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Bénin	Appui au projet de TOFE base BGCT et au passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)	Adoption d'un plan d'action pour le passage au TOFE 2009	T3	1	2	2	5					0%	Mission annulée
Ponctuel	Bénin	Appui au projet de TOFE base BGCT et au passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)	Adoption d'un plan d'action pour le passage au TOFE 2009	T4	1	2	0	3	2	2	2	6	200%	
Ponctuel	Burkina Faso	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T4	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui au projet de TOFE base BGCT et au passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)	passage progressif au TOFE UEMOA 2009	T3	1	2	0	3					0%	Annulée à la demande des autorités
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Appui au projet de TOFE base BGCT et au passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)	passage progressif au TOFE UEMOA 2009	T4	1	2	2	5	2	2	0	4	80%	
Ponctuel	Guinée Bissau	Plan d'action pour un passage progressif au TOFE 2009 (MSFP 2001)	Fixation d'étapes pour le passage en 2015 au TOFE format <i>MSFP 2001</i> et pour l'application du cadre d'analyse minimum de la Directive UEMOA de 2009	T2	1	2	2	5	2	2	0	4	80%	Mission conjointe avec l'UEMOA
Ponctuel	Mali	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T1	1	2		3	1	2	0	3	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2015- AVRIL 2016

Statistiques de finances publiques

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Mali	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)	Première ébauche de TOFE 2009, préparée et discutée	T4	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Mission avancée en T3 (le basculement au TOFE 2009 étant prévu début 2015)
Ponctuel	Mauritanie	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T3	1	2	0	3	1	1	0	2	67%	
Ponctuel	Niger	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T3	1	0	2	3				0	0%	Mission reportée à l'exercice 2016 (T1)
Ponctuel	UEMOA	Note technique sur le champ du TOFE		T2	2			2	2			2	100%	
Ponctuel	Réunion annuelle de l'observatoire des finances publiques de l'UEMOA	Présentation d'une note technique sur le champ du TOFE		T3	2			2	1			1	50%	
Ponctuel	Sénégal	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)	Première ébauche de TOFE 2009, préparée et discutée	T3	1	2	2	5	2	2	2	6	120%	
Ponctuel	Togo	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)	Fixation d'étapes pour le passage en 2015 au TOFE format <i>MSFP 2001</i>	T1	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Séminaire	Régional	TOFE base balance et TOFE UEMOA 2009 (MSFP 2001)		T2	2	1	2	5	3	1	3	7	140%	
			Programme initial		17	26	19	62	19	18	11	48	77%	
			Programme révisé		16	19	14	49	19	18	11	48	98%	

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Bénin	Comptes nationaux 2012	Comptes nationaux 2012 disponibles	T2	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Ponctuel	Bénin	Comptes nationaux provisoires 2013 et publication 2011-2013	Comptes nationaux provisoires 2013 disponibles et une publication 2011-2013 publiée	T3	1	0	2	3	1	2	2	5	167%	Le Conseiller a participé à la mission
Pluriannuel	Burkina Faso	Comptes trimestriels aux prix courants et calcul des emplois du PIB	Comptes trimestriels aux prix courants et calcul des emplois du PIB disponible	T2	1	0	2	3	1	0	3	4	133%	Les trois missions ont été fusionnées en deux missions de trois semaines
Pluriannuel	Burkina Faso	Préparation de la publication des CNT	Publication des CNT	T4	1	0	2	3	0	0	0	0	0%	
Ponctuel	Burkina Faso	Méthodologie d'élaboration des comptes financiers et du calcul du SIFIM et de la production des assurances	Comptes financiers élaborés	T3	1	0	2	3	1	0	3	4	133%	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Comptes trimestriels aux prix courants et calcul des emplois du PIB disponible		T2	1	0	2	3	1	2	2	5	167%	Le Conseiller a participé à la mission
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Préparation de la publication des CNT		T4	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Ponctuel	Guinée	Comptes des secteurs 2006-2011	Comptes des secteurs 2006-2011 élaborés	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	La mission a été réalisée à Abidjan
Ponctuel	Guinée	Préparation des Comptes nationaux 2012		T2	1	0	2	3	0	0	0	0	0%	Reportée à AF16

Statistiques du secteur réel

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées		Ressources programmées en semaines-hommes					Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Comptes nationaux 2012 et 2013	Comptes nationaux 2012 (version définitive) et 2013 (version provisoire) disponibles	T2	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Ponctuel	Guinée-Bissau	Formation au SCN1993		T4	1	2	0	3	1	0	2	3	100%	
Pluriannuel	Mali	Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels	indicateurs des comptes trimestriels mis en place	T1	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Pluriannuel	Mali	Appui aux CNA provisoires		T3	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	Exécutée en T4
Ponctuel	Mauritanie	Compte financier complet et la répartition du SIFIM	Compte financier complet disponible	T2	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	La mission a porté sur les CNA 2011
Ponctuel	Mauritanie	Elaboration des comptes nationaux provisoires avec une nomenclature agrégée sous ERETES		T3	1	0	2	3	1	2	0	3	100%	La mission a porté sur les CNA 2011
Ponctuel	Mauritanie	Appui à la refonte de l'IHPC		T3	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Ponctuel	Niger	Formation SCN		T1	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Ponctuel	Niger	Formation SCN et Elaboration des CAN 2011	CNA 2011 élaborés	T4	1	2	0	3	1	0	2	3	100%	

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Sénégal	Méthodologie et étapes de travail des comptes nationaux trimestriels désaisonnalisés	Méthodologie et étapes de travail des comptes nationaux trimestriels désaisonnalisés élaborées	T3	1	0	2	3	0	0	0	0		Reportée à AF16 par suite de l'indisponibilité de l'expert
Ponctuel	Togo	Comptes 2010	Comptes 2010 disponibles	T1	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Ponctuel	Togo	Préparation des Comptes 2011	Comptes 2011 disponibles	T2	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	Mission en réserve, intégrée dans le programme
Ponctuel	Organisations régionales	Séminaire AFRISTAT de comptabilité nationale		T2	1	1	0	2	1	1	0	2	100%	
Ponctuel	Organisations régionales	Séminaire UEMOA de comptabilité nationale		T3	1	1	0	2	0	0	0	0	0%	
Ponctuel	Organisations régionales	Participation au Conseil scientifique d'AFRISTAT		T2	1	0.5	0	1.5	1	0.5	0	1.5	100%	
Ponctuel	Organisations régionales	Participation CSC/AGNA		T3	0.5	0.5		1	1	0.5	0	1.5	150%	
Séminaire	Régional	Atelier sur les CNT (Bamako)		T4	2	1	1	4	2	1	0	3	75%	
Séminaire	Régional	Atelier de rédaction des notes méthodologiques sur l'élaboration des comptes nationaux (Lomé)	des notes méthodologiques sur l'élaboration des comptes nationaux sont rédigées	T1	2	1	1	4	2	1	1	4	100%	
Programme initial					23	20	23	66	26	23	27	76	115%	
Programme révisé					26	16	28	70	26	23	27	76	109%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion de la dette publique

Exécution au 30 avril 2015

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées		
Pluriannuel	Bénin	Mettre en place un cadre legal pour la politique d'endettement / Elaboration de la politique d'endettement	Le document est rédigé et validé par le MEF	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Programmée en T1, exécutée en T4	
Pluriannuel	Burkina Faso	Ameliorer les pratiques d'emission	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques d'émission. Un calendrier de mise en œuvre des amélioration est élaboré et adopté	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%		
Pluriannuel	Burkina Faso	Ameliorer les pratiques d'emission		T4	1	2	2	5				0	0%	Activité reportée au prochain exercice.	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique / Poursuite de l'adaptation du cadre organisationnelactuel	La DDP est organisée sur une base fonctionnelle et le nouvel organigramme est adopté	T1	1	2	0	3	1	2		3	100%	programmée en T1 et exécutée en T3	
Pluriannuel	Côte d'Ivoire	Modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique / Poursuite de l'adaptation du cadre organisationnelactuel	La DDP est organisée sur une base fonctionnelle et le nouvel organigramme est adopté	T2	1	2	0	3				0	0%	Annulée. Activité exécutée en une seule mission	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Fomation sur la démarche de construction d'une courbe de taux	Les participants sont sensibilisés sur les initiatives à mettre en œuvre et la méthodologie de construction d'une courbe de taux	T3	0	0	0	0	2	1		3		Mission non planifiée, exécutée à la demande urgente des autorités	
Ponctuel	Guinée	Renforcer les capacités d'analyse / Production d'une AVD	Le CNDP est formé sur le cadre (CVD) et les outils d'AVD Le CNDP a produit une AVD	T1	1	2	2	5				0	0%		

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion de la dette publique

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Mali	Renforcer la gestion des données / Mise à jour de la base de données	Base de données mise à jour, reconciliée avec les créanciers et validée	T2	1	0	2	3	1		2	3	100%	
Pluriannuel	Mali	Mise en place d'un cadre légal et institutionnel de formulation et de mise en œuvre de la stratégie de la dette à moyen terme / Poursuite de l'adaptation du cadre organisationnel actuel	L'organisation de la DGDP est évaluée et une organisation fonctionnelle est proposée	T4	1	0	2	3				0	0%	Activité reportée.
Pluriannuel	Mauritanie	Modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique / Appui à la mise en place de la structure unique de gestion de la dette publique	La structure unique est créée au sein du Ministère des Finances et organisée sur une base fonctionnelle	T3	1	2	0	3	1	2		3	100%	
Pluriannuel	Mauritanie	Modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique / Appui à la mise en place de la structure unique de gestion de la dette publique	La structure unique est créée au sein du Ministère des Finances et organisée sur une base fonctionnelle	T4	1	0	2	3				0	0%	Deux missions prévues, mais l'activité a été exécutée en une seule mission
Ponctuel	Niger	Adaptation du cadre organisationnel / Reorganisation de la gestion de la dette publique	La DDP est reorganisée sur une base fonctionnelle	T2	1	0	2	3				0	0%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion de la dette publique

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées				Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes				Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Niger	Formation sur le cadre de viabilité de la dette	Appropriation des concepts clés et du processus de l'AV	T4	1	0	2	3	1		2	3	100%	
Pluriannuel	Sénégal	Doter le pays d'un cadre légal et institutionnel propice à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation de stratégies de la dette à moyen terme / Poursuite de l'appui à la formulation de la politique	Document sur la politique d'emprunt rédigé et validé par le MEF	T1		0	2	3	1		1	2	67%	Une deuxième mission de finalisation est à prévoir
Ponctuel	Togo	Amélioration des pratiques d'émission de titres publics	Les améliorations à apporter aux pratiques d'émission sont identifiées et adoptées	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Ponctuel	Togo	Renforcer la gestion des données / Mise à jour de la base de données	Base de données mise à jour, reconciliée avec les créanciers et validée	T1	1	2	0	3				0	0%	Mission annulée par suite de l'indisponibilité du conseiller
Pluriannuel	Organisations régionales	Mise en place d'un cadre de surveillance des SVT	Les outils de suivi et d'évaluation des SVT sont mis en place	T3	1	2	0	3	1	2		3	100%	T3

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Gestion de la dette publique

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Organisations régionales	Appuyer le developpement du marche regional / Mise en place des politiques nationales d'emission (AUT)	Finalisation du guide des bonnes pratiques	T1	1	2	2	5	1	1	2	4	80%	exécutée en T3
Pluriannuel	Organisations régionales	Organisation fonctionnelle de l'AUT et redaction du manuel de procédures	Document sur l'organisation fonctionnelle de l'Agence et manuel de procedures rédigé	T3	1	0	2	3	0	0	0	0	0%	Annulée. Activité prématurée
Pluriannuel	Organisations régionales	Appuyer la mise en place des SVT / Finalisation des textes sur l'organisation et le fonctionnement des SVT	Le cahier des charge est elabore et valide par l'AUT	T3	1	0	2	3				0	0%	Deux missions prévues, mais l'activité a été exécutée en une seule mission
Pluriannuel	Organisations régionales	Appuyer la mise en place des SVT / Modalités d'application des privilèges des SVT	Les modalités d'application des privileges sont précisées	T3	1	0	2	3	1		2	3	100%	
Pluriannuel	Organisations régionales	Appuyer le developpement du marche regional / Mise en place des politiques nationales d'emission	Revue documentaire des SDMT	T1	1	2	0	3				0	0%	Mission annulée par suite de l'indisponibilité du conseiller
Pluriannuel	Organisations régionales	Appuyer la mise en place de l'AUT / Mise a jour du cadre juridique et organisationnel de l'AUT	Les adaptations necessaires sont identifiees, validees et ecutees	T3	1	0	2	3				0	0%	L'AUT a indiqué que l'activité n'est plus une priorité
Programme initial					22	22	24	68	13	14	15	42	62%	
Programme révisé					12	14	16	42	13	14	15	42	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Contrôle et restructuration bancaires

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Guinée	Renforcement supervision bancaire	Réglementation bancaire actualisée, Contrôle sur place basé sur les risques, Contrôle sur pièces basé sur les risques, Agents formés	T1	1	2		3	0	0	0	0		Mission suspendue à cause de la situation sanitaire
Pluriannuel	Guinée			T2	1			1	0	0	0	0		Mission suspendue à cause de la situation sanitaire
Pluriannuel	Guinée			T3	1	2	2	5	1	0	3	4	80%	Mission du Conseiller reportée Mission d'un ECT (trois semaines) effectuée à distance
Pluriannuel	Guinée			T4	1		2	3						Mission suspendue à cause de la situation sanitaire
Pluriannuel	Mauritanie	Renforcement supervision bancaire	Réglementation bancaire actualisée, Contrôle sur place basé sur les risques, Contrôle sur pièces basé sur les risques, Agents formés	T1	1	2		3	0.5	2	0	2.5	83%	Une mission prévue pour le Conseiller en T2 a été avancée en T1
Pluriannuel	Mauritanie			T2	1		2	3	0.5	0	2	2.5	83%	Une mission d'un Expert a été réalisée et prise en charge par MCM
Pluriannuel	Mauritanie			T3	1			1	0.5	2	2	4.5	225%	Une mission prévue pour le Conseiller en T4 est avancée en T3. Une mission de deux semaines précédemment en réserve ajoutée pour un expert.
Pluriannuel	Mauritanie			T4	1	2	2	5	0.5		2	2.5	50%	
Pluriannuel	Organisations régionales			T1	2	2	2	6	1.5	3	2	6.5	108%	Une mission d'un expert. a été réalisée et prise en charge par MCM

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Pluriannuel	Organisations régionales	BCEAO : transposition de Bâle II/III	Passage à Bâle II programmé et travaux débutés pour les piliers 1, 2 et 3	T2	2	2	2	6	1.5	4	4	9.5	158%	Une mission d'un expert. a été réalisée et prise en charge par MCM. Deux semaines de mission non programmées ont été réalisées par le Conseiller et deux autres semaines qui figuraient en réserve ont été effectuées par un expert.
Pluriannuel	Organisations régionales			T3	2	2	2	6	1.5	3	0	4.5	75%	Une mission supplémentaire ajoutée pour le Conseiller Missions d'expert. reportées au T4
Pluriannuel	Organisations régionales			T4	2	2	2	6	2	6	3	11	183%	Deux missions supplémentaires ajoutées pour le Conseiller en cours
Ponctuel	Organisations régionales	CB-UMOA formation	Ateliers réalisés Suivi des performances effectué	T1	1		1	2	0	0	0	0		Missions reportées au T4
Ponctuel	Organisations régionales			T2	1		1	2	0	0	0	0		Missions reportées au T4
Ponctuel	Organisations régionales			T3	1	1	2	4	0.5	0	0	0.5	13%	Missions reportées au T4
Ponctuel	Organisations régionales			T4	1	1	2	4	1	0	6	7	175%	Six semaines de formation effectuée sur les 8 programmées
Ponctuel	Togo	Formation et assistance en restructuration bancaire		T3	1		2	3	0	0	0	0	0%	Les autorités n'ont pas donné suite à leur demande initiale.

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Contrôle et restructuration bancaires

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes					Commentaires
		Objectif / Description	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Ponctuel	Organisations régionales	BCEAO: Formation sur le référentiel IFRS	Formation réalisée	T3	0	0	0	0	1	1	0	2		Nouvelle demande de la BCEAO formulée en cours d'année
Ponctuel	Organisations régionales	BCEAO : révision du référentiel comptable bancaire		T3	0		0	0	1	1	0	2		Mission ajoutée à la demande de la BCEAO)
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Etude d'impact du CUT pour les banques commerciales ivoiriennes		T1	1	2		3	1	3	0	4	133%	Une semaine supplémentaire de travail a été nécessaire
Ponctuel	Organisations régionales	Surveillance des groupes panafricains		T2	1	1		2	1	1		2	100%	
Diagnostic	Organisations régionales	Mission diagnostic sur le secteur financier	Contribution au diagnostic de la mission régionale	T3	1	1		2	1	1		2	100%	
Programmé					24	22	14	60	16	27	24	67	112%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Analyse et prévision macroéconomiques

Exécution au 30 avril 2015

Types de missions	Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes				Commentaires	
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'interventio	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		en % de ressources programmée
Ponctuel	Bénin	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	1	0.5		1.0	67%	
Ponctuel	Burkina Faso	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	100%	
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5					0%	Activitée reportée pour l'AF2016
Ponctuel	Guinée	Prise de contact	Recensement des besoins		0.5	1		1.5				0.0	0%	Reportée pour l'AF2016
Ponctuel	Guinée-Bissau	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	1	0.5		1.5	100%	
Ponctuel	Mali	Prise de contact	Recensement des besoins	T3	0.5	1		1.5	1	1		2.0	133%	
Ponctuel	Mauritanie	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	100%	
Ponctuel	Niger	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	100%	
Ponctuel	Sénégal	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	100%	
Ponctuel	Togo	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5					0%	Mission annulée à la demande des autorités. Reportée pour l'AF 2016.
			Programmé		5	10	0	15	5	6	0	11	73%	

Exécution au 31 avril 2015

Domaine	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Administration douanière	Pluriannuel	Gestion automatisée du risque	Évaluation du système transitoire	T1	1		2	3	1		2	3	100%	
Administration douanière	Pluriannuel	Gestion automatisée du risque	Évaluation du système transitoire	T3	1		1	0	1		1	2		
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	Mise en place du contentieux informatisé	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	Mise en place du contentieux informatisé	T3	1		2	3	0	0	0	0	0%	Remplacé par une deuxième mission sur le système transitoire
Administration fiscale	Pluriannuel	Centres des Impôts des moyennes entreprises (CIME)	la rédaction du manuel est en cours.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Resultats atteints
Administration fiscale	Pluriannuel	Centres des Impôts des moyennes entreprises (CIME)	élargissement du fichier de la DICME	T4	0.5	0	2	2.5	0.5	1	2	3.5	140%	Resultats atteints
Gestion des dépenses publiques- Budget	Ponctuel	Réformes budgétaires	Les autorités sont appuyées dans la mise en oeuvre des autorisations d'engagement et de crédits de paiement	T3	1	1	1	3	1	1	1	3	100%	
Gestion des dépenses publiques- Comptabilité et Trésor	Pluriannuel	Comptabilité en droits constatés.	Préparation à la transitoin vers la comptabilité en droits constatés. PCE 2.	T4	1	2	2	5	1		2	3	60%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Bénin
Exécution au 31 avril 2015

Domaine	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Gestion des dépenses publiques- Comptabilité et Trésor	Ponctuel	Gestion de trésorerie	Compte unique du Trésor.	T4	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Appui au projet de TOFE base BGCT et au passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T3	1	2	2	5					0%	Mission annulée
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Appui au projet de TOFE base BGCT et au passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T4	1	2	0	3	2	2	2	6	200%	
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Comptes nationaux 2012	Comptes nationaux 2012 disponibles	T2	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Comptes nationaux provisoires 2013 et publication 2011-2013 publiée	Comptes nationaux provisoires 2013 disponibles et une publication 2011-2013 publiée	T3	1	0	2	3	1	2	2	5	167%	Le Conseiller a participé à la mission
Gestion de la dette p	Pluriannuel	Mettre en place un cadre legal pour la politique d'endettement / Elaboration de la politique d'endettement	Le document est rédigé et validé par le MEF	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Programmée en T1, exécutée en T4

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Bénin

Exécution au 31 avril 2015

Domaine	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Analyse et prévision macroéconomiques	Ponctuel	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	0.5	1		1.0	67%	
			Programmé		14	20	16	50	12.5	17.5	18	48	96%	

Burkina Faso

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Administration douanière	Pluriannuel	Gestion automatisée du risque	Évaluation du projet	T2	1		2	3	1		1	2	67%	décalé en T4/disponibilité expert
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	manuel de procédures	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Exécutée en T4
Administration fiscale	Ponctuel	Consolidation du processus de segmentation et élargissement de l'assiette fiscale	Renforcement de la gestion des moyennes entreprises	T2	0.5	2	0	2.5	0.5	2		2.5	100%	Mission ponctuelle en lieu et place d'une mission conjointe AFRITAC- FAD
Administration fiscale	ponctuel	renforcement de la gestion des moyennes entreprises	élargissement du fichier du CME et gestion des restes à recouvrer	T4	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Pluriannuel	Mise en oeuvre des budgets-programmes	Amélioration de la couverture et du suivi des opérateurs dans les BP.	T2	0.5	2	2	4.5	1	2	2	5	111%	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Pluriannuel	Mise en œuvre des autorisations d'engagement (AE).	La gestion pluriannuelle des investissements à travers les autorisations d'engagement (AE) et les crédits de paiement(CP) est conforme aux dispositions des directives de l'UEMOA.	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T4	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Statistiques du secteur réel	Pluriannuel	Comptes trimestriels aux prix courants et calcul des emplois du PIB	Comptes trimestriels aux prix courants et calcul des emplois du PIB disponible	T2	1	0	2	3	1	0	3	4	133%	Les trois missions ont été fusionnées en deux missions de trois semaines
Staistiques du secteur réel	Pluriannuel	Préparation de la publication des CNT		T4	1	0	2	3	0	0	0	0	0%	
Staistiques du secteur réel	Ponctuel	Méthodologie d'élaboration des comptes financiers et du calcul du SIFIM et de la production des assurances		T3	1	0	2	3	1	0	3	4	133%	
Gestion de la dette	Pluriannuel	Ameliorer les pratiques d'emission	Les cadres se sont appropriés les bonnes pratiques d'émission. Un calendrier de mise en œuvre des améliorations est élaboré et adopté	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Gestion de la dette	Pluriannuel	Ameliorer les pratiques d'emission		T4	1	2	2	5				0	0%	Activité reportée au prochain exercice.
Analyse et prévision macroéconomiques	Ponctuel	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	100%	
Programmé					11	16	10	37	10	15	19	44	119%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Côte d'Ivoire

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Administration douanière	Pluriannuel	Gestion automatisée du risque	Évaluation du projet	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Administration douanière	Pluriannuel	Gestion automatisée du risque	Correction et ajustement du projet	T3	1		1	2	1		1	2	100%	Exécutée en T4.
Administration douanière	Pluriannuel	Gestion automatisée du risque	Clôture du projet	T4	1		2	3	1		2	3	100%	
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	Renseignement (méthodologie)	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	Renseignement (suite)	T4	1		4	5	1		4	5		
Administration douanière	Diagnostic		Participation à une mission diagnostic	T4	1		2	3	1	2		3	100%	Décembre 2014
Administration fiscale	Ponctuel	Améliorer la sécurisation des recettes fiscales	Amélioration de la comptabilisation des recettes	T2	1	1	2	4	1	1	2	4	100%	Résultats atteints
Administration fiscale	Ponctuel	Centre pilote des moyennes entreprises à Abidjan	Appui à la gestion des moyennes entreprises	T3	1	2	2	5				0	0%	mission annulé à la demande de la DGI
Ponctuel	Côte d'Ivoire	Renforcement des opérations fiscales de la DGI	Contrôle fiscal basé sur l'analyse de risque	T4	0.5	2	2	4.5	0.5	2	2	4.5	100%	Changement du thème d'intervention à la demande de la CIV
Administration fiscale	Ponctuel	Améliorer la gestion de la TVA	Améliorer le suivi des obligations fiscales en matière de TVA	T1	0.5	0	2	2.5	0.5	0	2	2.5	100%	Résultats atteints

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015
Côte d'Ivoire

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Pluriannuel	Systèmes d'information (SI) budgétaires	Les autorités sont appuyées dans le pilotage de la réforme du SI budgétaire afin que celui-ci corresponde aux besoins des nouvelles règles de gestion	T1	0.5	0	2	2.5	0.5	0	2	2.5	100%	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Ponctuel	Systèmes d'information (SI) budgétaires	Les autorités sont appuyées dans le pilotage de la réforme du SI budgétaire afin que celui-ci corresponde aux besoins des nouvelles règles de gestion.	T3	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Ponctuel	Nomenclature budgétaire	La DRB/MGP est appuyée dans la codification détaillée de la NBE conformément au Budget Programme.	T2	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	Mission exécutée en T3
Gestion des dépenses publiques-Budget	Ponctuel	Macro Processus budgétaires	Les macro processus budgétaires sont élaborés et validés en rapport avec les directions métiers	T3	0	0	0	0	1	0	1	2		Demande ponctuelle des autorités.
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité et Trésor	Pluriannuel	Comptabilité en droits constatés.	Améliorer la balance générale des comptes.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité et Trésor	Pluriannuel	Comptabilité en droits constatés.	Améliorer la comptabilisation des recettes.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Côte d'Ivoire

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Statistiques de finances publiques	Pluriannuel	Appui au projet de TOFE base BGCT et au passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T3	1	2	0	3					0%	Annulée à la demande des autorités
Statistiques de finances publiques	Pluriannuel	Appui au projet de TOFE base BGCT et au passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T4	1	2	2	5	2	2	0	4	80%	
Statistiques du secteur réel	Pluriannuel	Comptes trimestriels aux prix courants et calcul des emplois du PIB	Comptes trimestriels aux prix courants et calcul des emplois du PIB disponible	T2	1	0	2	3	1	2	2	5	167%	Le Conseiller a participé à la mission
Statistiques du secteur réel	Pluriannuel	Préparation de la publication des CNT		T4	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique / Poursuite de l'adaptation du cadre organisationnel actuel	La DDP est organisée sur une base fonctionnelle et le nouvel organigramme est adopté	T1	1	2	0	3	1	2		3	100%	programmée en T1 et exécutée en T3
Gestion de la dette publique	Ponctuel	Fomation sur la démarche de construction d'une courbe de taux	Les participants sont sensibilisés sur les initiatives à mettre en œuvre et la méthodologie de construction d'une courbe de taux	T3	0	0	0	0	2	1		3		Mission non planifiée, exécutée à la demande urgente des autorités

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Côte d'Ivoire

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique / Poursuite de l'adaptation du cadre organisationnel actuel	La DDP est organisée sur une base fonctionnelle et le nouvel organigramme est adopté	T2	1	2	0	3				0	0%	Annulée. Activité exécutée en une seule mission
Supervision bancaire	Ponctuel	Etude d'impact du CUT pour les banques commerciales ivoiriennes		T1	1	2		3	1	3	0	4	133%	Une semaine supplémentaire de travail a été nécessaire
Analyse et prévision macroéconomiques	Ponctuel	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5					0%	Activité reportée pour l'AF2016
Programmé					19	25	24	68	21.5	23	32	76.5	113%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL
DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Guinée

Exécution au 30 avril 2015

		Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					
				Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Administration fiscale	Ponctuel	Gestion des restes à recouvrer (RAR)	Appui à la gestion des RAR et à la comptabilisation des recettes (PPAT	T4	1	0	2	3				0	0%	Annulation due à la situation sanitaire
Administration fiscale	Ponctuel	Centre pilote des moyennes entreprises à	Appui à la gestion des moyennes entreprises	T2	0.5	2	0	2.5				0	0%	Annulation due à la situation sanitaire
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Comptes des secteurs 2006-2011	Comptes des secteurs 2006-2011 élaborés	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	La mission a été réalisée à Abidjan
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Préparation des Comptes nationaux 2012		T2	1	0	2	3	0	0	0	0	0%	Reportée à AF16
Gestion de la dette publique	Ponctuel	Renforcer les capacités d'analyse / Production d'une AVD	Le CNDP est formé sur le cadre (CVD) et les outils d'AVD Le CNDP a produit une	T1	1	2	2	5				0	0%	Annulation due à la situation sanitaire
Supervision bancaire	Pluriannuel	Renforcement supervision bancaire	Réglementation bancaire actualisée, Contrôle sur place basé sur les risques, Contrôle sur pièces basé sur les risques, Agents formés	T1	1	2		3	0	0	0	0		Annulation due à la situation sanitaire
Supervision bancaire	Pluriannuel			T2	1			1	0	0	0	0		Annulation due à la situation sanitaire
Supervision bancaire	Pluriannuel			T3	1	2	2	5	1	0	3	4	80%	Mission du Conseiller reportée
Supervision bancaire	Pluriannuel			T4	1		2	3		0				
Analyse et prévision macroéconomiques	Ponctuel	Prise de contact	Recensement des besoins		0.5	1		1.5					0%	Reportée pour l'AF2016
Programmé					12	10	15	37	2	2	5	9	24%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Guinée-Bissau

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	Établissement de la valeur	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Administration fiscale	Pluriannuel	Renforcement des capacités de l'administration fiscale	Renforcement des opérations fiscales	T2	0.5	2	0	2.5	0.5	2		2.5	100%	Résultats atteints
Administration fiscale	Pluriannuel	suivi des recommandations de la mission de septembre 2014 et de celle de FAD	Renforcement des opérations fiscales	T3	1		2	3	1		2	3	100%	exécutée en T4.
Gestion des dépenses publiques- Budget	Ponctuel	Exécution du budget	Les procédures d'exécution de la dépense son rationalisées	T3	1	2	2	5	0	0	0	0	0%	Aucune réponse de la part des autorités
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Plan d'action pour un passage progressif au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T2	1	2	2	5	2	2	0	4	80%	Mission conjointe avec l'UEMOA reportée en T3 à la demande de GNB
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Comptes nationaux 2012 et 2013	Comptes nationaux 2012 (version définitive) et 2013 (version provisoire) disponibles	T2	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Formation au SCN1993		T4	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Analyse et prévisions macroéconomiques	Ponctuel	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	1	0.5		1.5	100%	
Programmé					4	8	4	16	7.5	8.5	6	22	138%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Mali

Exécution au 30 avril 2015

	Types	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines- hommes					
				Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Administration douanière	Pluriannuel	Gestion automatisée du risque	Évaluation du système transitoire	T4	1		2	3	0	0	0	0	0%	pas d'expert de disponible
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	Mise en place du contentieux informatisé	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Administration fiscale	Pluriannuel	Direction des moyennes entreprises (DME)	Mise en œuvre de l'organisation par tâches dans les services de gestion de la DME	T1	0.5	2	0	2.5	0.5	2		2.5	100%	Participation à la mission du département des finances publiques
Administration fiscale	Pluriannuel	Direction des moyennes entreprises (DME)	Elargissement du fichier du CME (PPAT)	T2	0.5	0	2	2.5	0.5	0	2	2.5	100%	Resultats atteints
Administration fiscale	Pluriannuel	Direction des moyennes entreprises (DME)	Elargissement du fichier du CME (PPAT)	T4	0.5	0	2	2.5	0.5	0	2	2.5	100%	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Pluriannuel	Formation AE/CP	Mise en oeuvre du PPAT sur les AE/CP : les équipes sont formées pour préparer une annexe informative au PLF 2015.	T1	1	1	1	3	1	2	1	4	133%	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Pluriannuel	Elaboration échéanciers AE/CP	Mise en oeuvre du PPAT sur les AE/CP : une annexe informative au PLF 2015 est produite et revue.	T2	1	2	2	5	1	1	2	4	80%	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Pluriannuel	Masse salariale	Un diagnostic du système de gestion des dépenses de personnel est établi et un PPAT pour le pilotage de la masse salariale est adopté.	T4	0.5	0	2	2.5	1	1	2	4	160%	Cette activité se poursuivra dans le cadre d'un PPAT
Gestion des dépenses publiques-Budget	Pluriannuel	Système d'information (SI) budgétaire	Les autorités sont appuyées dans le pilotage de la réforme du du SI budgétaire PRED-5 afin que celui-ci corresponde aux besoins des nouvelles règles de gestion.	T2	1	1	1	3	0	0	0	0	0%	Remplacé par un atelier technique sur la validation des critères de désignation des RPROG
Gestion des dépenses publiques-Budget	Ponctuel	Atelier technique sur la validation des critères de désignation des RPROG	Les rôles et responsabilités des acteurs de programme sont définis et les critères de leur désignation validés	T3	0	0	0	0	1	1	1	3		

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Mali

Exécution au 30 avril 2015

	Types de	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					
				Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Gestion des dépenses publiques- Comptabilité et Trésor	Pluriannuel	Comptabilité générale de l'Etat.	Mise en œuvre du nouveau référentiel comptable dans le cadre du PPAT, PCE 1.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Gestion des dépenses publiques- Comptabilité et Trésor	Pluriannuel	Comptabilité en droits constatés.	Rédaction du Recueil des normes comptables de l'Etat, RNCE 1.	T2	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T1	1	2		3	1	2	0	3	100%	
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T4	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	Mission avancée en T3 (le basculement au TOFE 2009 étant prévu début 2015)
Statistiques du secteur réel	Mali	Mise en place des indicateurs des comptes trimestriels		T1	1	0	2	3	1	0	2	3		
Statistiques du secteur réel	Mali	Appui aux CNA provisoires		T4					1	0	2	3		Nouvelle programmation exécutée
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Renforcer la gestion des données / Mise jour de la base de données	Base de données mise à jour, reconciliée avec les créanciers et validée	T2	1	0	2	3	1		2	3	100%	
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Mise en place d'un cadre légal et institutionnel de formulation et de mise en œuvre de la stratégie de la dette à moyen terme / Poursuite de l'adaptation du cadre organisationnel actuel	L'organisation de la DGDGP est évaluée et une organisation fonctionnelle est proposée	T4	1	0	2	3				0	0%	Activité reportée
Analyse et prévision macroéconomiques	Ponctuel	Prise de contact	Recensement des besoins	T3	0.5	1		1.5	1	1		2.0	133%	
Programmé					15	17	25	57	14.5	18	24	56.5	99%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Mauritanie

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	Établissement de la valeur	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Administration fiscale	Pluriannuel	Direction des moyennes entreprises (DME)	Renforcement des opérations de la DMEN (PPAT)	T4	0.5	0	2	2.5	0.5	0	2	2.5	100%	
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité et Trésor	Ponctuel	Comptabilité en droits constatés.	Relance du chantier de la comptabilité en droits constatés.	T4	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T3	1	2	0	3	1	1	0	2	67%	
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Compte financier complet et la répartition du SIFIM		T2	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	La mission a porté sur les CNA 2011
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Elaboration des comptes nationaux provisoires avec une nomenclature agrégée sous ERETES		T3	1	0	2	3	1	2	0	3	100%	La mission a porté sur les CNA 2011
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Appui à la refonte de l'IHPC		T3					1	0	2	3		
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique / Appui à la mise en place de la structure unique de gestion de la dette publique	La structure unique est créée au sein du Ministère des Finances et organisée sur une base fonctionnelle	T3	1	2	0	3	1	2		3	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014- AVRIL 2015

Mauritanie

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires	
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées		
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Modernisation du cadre légal et institutionnel de gestion de la dette publique / Appui à la mise en place de la structure unique de gestion de la dette publique	La structure unique est créée au sein du Ministère des Finances et organisée sur une base fonctionnelle	T4	1	0	2	3				0	0%	Activité exécutée en une seule mission	
Supervision bancaire	Pluriannuel	Renforcement supervision bancaire	Réglementation bancaire actualisée, Contrôle sur place basé sur les risques, Contrôle sur pièces basé sur les risques, Agents formés	T1	1	2		3	0.5	2	0	2.5		Une mission prévue pour le Conseiller en T2 a été avancée en T1	
Supervision bancaire	Pluriannuel			T2	1		2	3	0.5	0	2	2.5		Une mission d'un expert a été réalisée et prise en charge par MCM	
Supervision bancaire	Pluriannuel			T3	1			1	0.5	2	2	4.5		Une mission prévue pour le Conseiller en T4 est avancée en T3. Une mission de deux semaines précédemment en réserve ajoutée pour un expert.	
Supervision bancaire	Pluriannuel			T4	1	2	2	5	0.5		2	2.5			
Analyse et prévision macroéconomiques	Ponctuel	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	100%		
			Programmé			12	10	14	36	10	14	14	38	106%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2014-
AVRIL 2015

Niger

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-hommes				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Gestion des dépenses-Budget	Ponctuel	Réformes budgétaires	Les autorités sont appuyées dans la mise en oeuvre des autorisations d'engagement et de crédits de paiement	T2	1	2	2	5				0	0%	Reportée en AF 2016
Administration fiscale	Pluriannuel	Direction des moyennes	Renforcement des opérations de la DME	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	mission executée en T4
Administration fiscale	Pluriannuel	Direction des moyennes entreprises	Renforcement des opérations de la DME	T2	1	2	2	5	1	0	2	3	60%	Mission en réserve exécutée en lieu et place de la Guinée
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T3	1	0	2	3				0	0%	Mission reportée à l'exercice 2016 (T1)
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Formation SCN		T1	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Formation SCN et Elaboration des CAN 2011		T4	1	2	0	3	1	0	2	3	100%	
Gestion de la dette publique	Ponctuel	Adaptation du cadre organisationnel / Reorganisation de la gestion de la dette	La DDP est reorganisee sur une base fonctionnelle	T2	1	0	2	3				0	0%	
Gestion de la dette publique	Ponctuel	Formation sur le cadre de viabilité de la dette	Appropriation des concepts clés et du processus de l'AVD	T4	1	0	2	3	1		2	3	100%	
Analyse et prévision macroéconomiques	Ponctuel	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	100%	
Programmé					6	8	6	20	5.5	5	8	18.5	93%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI
2014- AVRIL 2015

Sénégal

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines- hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	Transit et scanner	T3	1	2		3	1	2		3	100%	
Administration douanière	Pluriannuel	Gestion automatisée du risque	Évaluation du système transitoire	T2	1	2	2	5	1	1	1	3	60%	
Administration fiscale	Pluriannuel	Renforcement du centre des moyennes entreprises pilote (CME)	Seminaire de formation sur le management des services operationnels	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Gestion des dépenses publiques- Budget	Pluriannuel	Masse salariale.	Les cadres se sont appropriés l'outil et la méthodologie de budgétisation de la masse salariale	T3	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	
Gestion des dépenses publiques- Budget	Ponctuel	CDMT - cadrage	Les autorités sont appuyées dans la mise en oeuvre d'un cadrage budgétaire conforme aux innovations des directives UEMOA.	T3	1	2	2	5	1	1	2	4	80%	
Gestion des dépenses publiques- Comptabilité et Trésor	Ponctuel	Compte unique du trésor (CUT)	Consolidation du CUT.	T3	1	2	2	5	1		2	3	60%	la mission CUT a été remplacée par une mission Comptabilité en droits constatés à la demande des autorités
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T3	1	2	2	5	2	2	2	6	120%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI
2014- AVRIL 2015

Sénégal

Exécution au 30 avril 2015

	Types	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines- hommes					
				Période d'interventi	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Méthodologie et étapes de travail des comptes nationaux trimestriels désaisonnalisés	Méthodologie et étapes de travail des comptes nationaux trimestriels désaisonnalisés élaborées	T3	1	0	2	3	0	0	0	0		Reportée à AF16
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Doter le pays d'un cadre légal et institutionnel propice à la formulation, à la mise en œuvre et à l'évaluation de stratégies de la dette à moyen terme / Poursuite de l'appui a la formulation de la politique d'endettement	Document sur la politique d'emprunt redigé et validé par le MEF	T1	1	0	2	3	1		1	2	67%	Une deuxième mission de finalisation est à prévoir
Analyse et prévision macroéconomiques	Ponctuel	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5	0.5	1		1.5	100%	
Programmé					10	16	14	40	9.5	9	12	30.5	76%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI
2014- AVRIL 2015

Togo

Exécution au 30 avril 2015

	Types de	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					
				Période d'interventi	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	Renforcement de la gestion du risque (Profil)	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Administration douanière	Ponctuel	Modernisation des douanes	Renforcement de la gestion du risque	T4	1		2	3	1		2	3	100%	
Administration fiscale	Pluriannuel	Elaboration d'une nouvelle strategie pour l'administration du revenu	Plan d'action pour la modernisation de l'administration du revenu	T1	0.5	2	0	2.5	0.5	2	0	2.5	100%	Participation à la mission du département des finances publiques
Administration fiscale	Pluriannuel	Actualisation du PPAT sur les moyennes entreprises	Definition des axes prioritaires d'intervention	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Gestion des dépenses publiques- Budget	Pluriannuel	CDMT	Les cadres du budget sont appuyés dans l'exercice d'élaboration du cadrage budgétaire pour le PLF 2015.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Gestion des dépenses publiques- Budget	Pluriannuel	PIP	Les cadres des ministères des finances et du plan sont appuyés dans l'élaboration du PIP pour la préparation du PLF 2015.	T1	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI
2014- AVRIL 2015

Togo

Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Pluriannuel	Participation au séminaire FAD sur la nouvelle LOLF togolaise	Les autorités sont sensibilisées aux enjeux et défis des nouvelles réformes et une feuille de route pour la mise en œuvre des nouvelles réformes est élaborée	T3	0	0	0	0	1	1	0	2		Activité ponctuelle à la demande de FAD.
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité et trésor	Pluriannuel	Gestion de trésorerie	Amélioration des canevas, des procédures et du cadre institutionnel des PPM/PE.	T1	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité et trésor	Pluriannuel	Gestion de trésorerie	Amélioration des canevas, des procédures et du cadre institutionnel des PPM/PE.	T3	1	2	0	3	1	2		3	100%	
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité et trésor	Pluriannuel	Gestion de trésorerie	Amélioration du plan de trésorerie.	T4	1	2	2	5	1	0	2	3	60%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI
2014- AVRIL 2015

Togo

Exécution au 30 avril 2015

	Types	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines- hommes					
				Période d'interventi	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Passage au TOFE 2009 (MSFP 2001)		T1	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Comptes 2010 disponibles		T1	1	2	0	3	1	2	0	3	100%	
Statistiques du secteur réel	Ponctuel	Préparation des Comptes 20111		T2	1	0	2	3	1	0	2	3	100%	Mission en réserve, intégrée dans le programme
Gestion de la dette publique	Ponctuel	Renforcer la gestion des donnees / Mise jour de la base de donnees	Base de donnees mise a jour, reconciliee avec les creanciers et validee	T1	1	2	0	3				0	0%	
Gestion de la dette publique	Ponctuel	Amélioration des pratiques d'émission de titres publics	Les améliorations à apporter aux pratiques d'émission sont identifiées et adoptées	T3	1	2	2	5	1	2	2	5	100%	
Supervision bancaire	Ponctuel	Formation et assistance en restructuration bancaire		T3	1		2	3	0	0	0	0	0%	Les autorités n'ont pas donné suite à leur demande initiale.
Analyse et prévision macroéconomiques	Ponctuel	Prise de contact	Recensement des besoins	T4	0.5	1		1.5						Mission reportée à la demande des autorités
Programmé					14	22	16	52	13.5	19	18	50.5	97%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI
2014- AVRIL 2015
Organisations régionales
Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Ponctuel	Atelier AE/CP (UEMOA)	Participer à l'animation de l'atelier ainsi qu'à la formation des cadres présents.	T1	1	1	0	2	1	1	0	2	100%	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Ponctuel	Réunion annuelle de l'Observatoire des FP de l'UEMOA	Un appui est apporté à la mise en œuvre des directives.	T2	0.5	1	0	1.5	0.5	1	0	1.5	100%	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Ponctuel	Réunion du réseau des praticiens	Un appui est apporté à la mise en œuvre des directives.	T4	0.5	1	0	1.5	0.5	1	0	1.5	100%	
Gestion des dépenses publiques-Budget	Ponctuel	Rédaction de la fiche technique sur la NBE	Un appui est apporté à l'appropriation des directives et à la diffusion des concepts.	T2	3	0	1	4	1	0	3	4	100%	
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité et Trésor	Ponctuel	Comptabilité en droits constatés.	Appui à la Commission UEMOA pour le suivi de l'application de la directive PCE 1.	T1	1	1	2	4	1	1	2	4	100%	
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité et Trésor	Ponctuel	Comptabilité en droits constatés.	Appui à la Commission UEMOA pour le suivi de l'application de la directive PCE 2.	T2	1	1	2	4	1	1	2	4	100%	
Gestion des dépenses publiques-Comptabilité et Trésor	Ponctuel	Comptabilité générale de l'Etat	Rédaction d'un working paper pour la Commission de l'UEMOA.	T4	3	0	0	3	3	0	0	3	100%	
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Note technique sur le champ du TOFE		T2	2			2	2			2	100%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI
2014- AVRIL 2015

Organisations régionales
Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de mission	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines- hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Statistiques de finances publiques	Ponctuel	Le passage de la balance générale des comptes du Trésor au TOFE		T3	2			2	1			1	50%	
statistiques du secteur réel	Ponctuel	Séminaire AFRISTAT de comptabilité nationale		T2	1	1	0	2	1	1	0	2	100%	
statistiques du secteur réel	Ponctuel	Séminaire UEMOA de comptabilité nationale		T3	1	1	0	2	0	0	0	0	0%	
statistiques du secteur réel	Ponctuel	Participation au Conseil scientifique d'AFRISTAT		T2	1	0.5	0	1.5	1	0.5	0	1.5	100%	
statistiques du secteur réel	Ponctuel	Participation CSC/AGNA		T3					1	0.5	0	1.5		
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Mise en place d'un cadre de surveillance des SVT	Les outils de suivi et d'évaluation des SVT sont mis en place	T3	1	2	0	3	1	2		3	100%	
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Appuyer le developpement du marche regional / Mise en place des politiques nationales d'emission	Revue documentaire des SDMT	T1	1	2	0	3				0	0%	Annulée
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Appuyer la mise en place des SVT / Modalités d'application des privilèges des SVT	Les modalités d'application des privileges sont précisées	T3	1	0	2	3	1		2	3	100%	
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Appuyer le developpement du marche regional / Mise en place des politiques nationales d'emission	Finalisation du guide des bonnes pratiques	T1	1	2	2	5	1	1	2	4	80%	exécutée en T3

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI
2014- AVRIL 2015

Organisations régionales
Exécution au 30 avril 2015

	Types	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines- hommes					
				Période d'interventi	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Organisation fonctionnelle de l'Agence et rédaction du manuel de procédures	Document sur l'organisation fonctionnelle de l'Agence et le manuel de procédures est rédigé	T3	1	0	2	3				0	0%	Annulée. Activité prématurée
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Appuyer la mise en place de l'AUT / Mise a jour du cadre juridique et organisationnel de l'AUT	Les adaptations necessaires sont identifiees, validees et ecutees	T3	1	0	2	3				0	0%	
Gestion de la dette publique	Pluriannuel	Appuyer la mise en place des SVT / Finalisation des textes sur l'organisation et le fonctionnement des SVT	Le cahier des charge est elabore et valide par l'AUT	T3	1	0	2	3				0	0%	
Supervision bancaire	Pluriannuel	BCEAO : transposition de Bâle II/III	Passage à Bâle II programmé et travaux débutés pour les piliers 1, 2 et 3	T1	2	2	2	6	1.5	3	2	6.5	108%	Une mission d'un expert a été réalisée et prise en charge par MCM
Supervision bancaire	Pluriannuel			T2	2	2	2	6	1.5	4	4	9.5	158%	Une mission d'un expert a été réalisée et prise en charge par MCM. Deux semaines de mission non programmées ont été réalisées par le Conseiller, et deux autres semaines qui figuraient en réserve ont été effectuées par un expert.
Supervision bancaire	Pluriannuel			T3	2	2	2	6	1.5	3	0	4.5	75%	Une mission supplémentaire ajoutée pour le Conseiller. Missions d'expert reportées au T4
Supervision bancaire	Pluriannuel			T4	2	2	2	6	2	6	3	11	183%	Deux missions supplémentaires ajoutées pour le Conseiller en cours d'année
Supervision bancaire	Ponctuel	CB-UMOA formation	Ateliers réalisés Suivi des performances effectué	T1	1		1	2	0	0	0	0		
Supervision bancaire	Ponctuel			T2	1		1	2	0	0	0	0		
Supervision bancaire	Ponctuel			T3	1	1	2	4	0.5	0	0	0.5	13%	Missions reportées au T4
Supervision bancaire	Ponctuel			T4	1	1	2	4	1	0	6	7	175%	

AFRITAC DE L'OUEST: PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI
2014- AVRIL 2015
Organisations régionales
Exécution au 30 avril 2015

Domaines	Types de missions	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines- hommes					Commentaires
		Objectif / Descriptif	Résultats attendus (CT)	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	en % de ressources programmées	
Supervision bancaire	Ponctuel	BCEAO: Formation sur le référentiel IFRS	Formation réalisée	T3	1	1	0	2	1	1	0	2	100%	Nouvelle demande de la BCEAO formulée en cours d'année
Supervision bancaire	Ponctuel	BCEAO : révision du référentiel comptable bancaire		T3	1	1	0	2	1	1	0	2	100%	Mission ajoutée à la demande de la BCEAO
Supervision bancaire	Ponctuel	Surveillance des groupes panafricains		T2	1	1		2	1	1		2	100%	
Supervision bancaire	Diagnostic	Mission diagnostic sur le secteur financier	Contribution au diagnostic de la mission régionale	T3	1	1		2	1	1		2	100%	
Programmé					39	21.5	24	84.5	29	30	26	85	101%	